

Numéro 41 - 14 octobre 2017

Troisième et quatrième rondes de négociation de l'ALÉNA

Le bavardage sur les droits des travailleurs et les « pilules empoisonnées » cache l'extension de l'autorité américaine au Canada

- Enver Villamizar -



Troisième et quatrième rondes de négociation de l'ALÉNA

- Le bavardage sur les droits des travailleurs et les « pilules empoisonnées » cache l'extension de l'autorité américaine au Canada - *Enver Villamizar*

Extension de l'autorité des États-Unis sur le Canada

- Les audiences sur le réseau électrique n'ont pas pour objet un environnement naturel sain - *Louis Lang*
- Un nouveau poste frontalier privé est approuvé - *Margaret Villamizar*
- C-21, Loi modifiant la Loi sur les Douanes - *Charlie Vita*
- La Chambre des communes adopte un projet de loi de sanctions américaines - *Mira Katz*

L'origine de la violence et de l'anarchie aux États-Unis

- À la recherche d'un mobile pour le massacre de Las Vegas - *K.C. Adams*
- La violence organisée de l'État et le berceau idéologique - *Ken Tanner*

Actions contre la guerre à l'occasion du 16e anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan

- **Mettons fin à l'occupation immédiatement! États-Unis et OTAN hors de l'Afghanistan! Canada hors de l'OTAN!**
- **Rapatriez immédiatement toutes les troupes américaines! - *Voice of Revolution***
- **Le Sénat américain adopte la Loi sur l'autorisation de la défense nationale 2018**

Porto Rico

- **La militarisation du secours aux victimes de l'ouragan - *Voice of Revolution***
- **Les États-Unis ont une responsabilité qu'ils n'ont pas assumée - *Digna Sánchez Jiménez* -**
- **Les ouragans illustrent la force destructrice du colonialisme américain à Porto Rico - *Entrevue avec Jose E. López***

Cuba

- **Cuba répond aux allégations non fondées des États-Unis « d'attaques » contre la santé du personnel de leur ambassade à La Havane**
- **Les résidents de Santa Clara rendent hommage au Che**
- **Hommage au Che à Ottawa**

Événements

Troisième et quatrième rondes de négociation de l'ALÉNA

Le bavardage sur les droits des travailleurs et les « pilules empoisonnées » cache l'extension de l'autorité américaine au Canada

- Enver Villamizar -

La quatrième ronde de négociation de l'ALÉNA se poursuit du 11 au 15 octobre à Arlington, Virginie, pour faire suite à la troisième ronde du 22 au 27 septembre à Ottawa.

La ronde d'Ottawa

La ronde d'Ottawa de négociations de l'ALÉNA a permis de voir à l'oeuvre un effort concerté de la classe dominante du Canada, des États-Unis et du Mexique pour diviser la classe ouvrière des trois pays par de la désinformation au sujet des droits des travailleurs. Le gouvernement Trudeau en particulier demande aux travailleurs des trois pays de se rallier à sa conception néolibérale des droits contenue dans le Partenariat transpacifique, en opposition à celle du président américain Donald Trump.

Le gouvernement Trudeau semble s'être donné pour tâche de convaincre la classe ouvrière de laisser les prises de décision aux monopoles et à leurs représentants et de se fier à la bonne volonté de ceux qui l'exploitent pour obtenir ce qu'elle veut. Il crée des illusions, c'est le moins qu'on puisse dire. La seule façon d'avoir des décisions favorables à la classe ouvrière est que celle-ci se donne les moyens de faire valoir sa réclamation à ce qui lui appartient de droit et mette à profit la force du nombre et de l'organisation pour défendre les droits de tous.

Les tentatives des gouvernements du Canada, des États-Unis et du Mexique de se faire passer pour les défenseurs des travailleurs montrent à quel point les travailleurs sont dépossédés du pouvoir en cette période de repli de la révolution. Cela montre l'urgence d'organiser la classe ouvrière et de la doter de ses propres institutions, d'institutions qui parlent en son nom et qui exposent l'imposture des chefs impérialistes partout où elle se manifeste.

Plusieurs chefs syndicaux canadiens de même que des représentants du Parti démocrate et des syndicats aux États-Unis se sont donnés pour rôle d'applaudir les propositions du gouvernement Trudeau concernant les droits des travailleurs et même de s'en faire les porte-paroles officiels. Ces propositions comprendraient l'interdiction aux États américains d'adopter des lois antiouvrières sur le « droit au travail ».[1] Elles sont présentées comme des mesures d'« égalisation des chances » entre les États-Unis et le Canada pour les monopoles.



Le gouvernement Trudeau mène cette campagne à l'heure où, de plus en plus, les gouvernements et les entreprises du Canada refusent de négocier et choisissent de dicter les salaires et les conditions de travail. En plus, des milliers de travailleurs étrangers temporaires sont amenés de pays comme le Mexique pour travailler dans les serres de l'Ontario, par exemple, où ils n'ont pas le droit de se syndiquer et n'ont pas droit à l'indemnisation en cas d'accident ou de maladie, ils ne sont pas protégés par les normes sur le salaire minimum, le nombre maximal d'heures de travail par jour et les pauses et congés.

Or, l'administration Trump se pose elle aussi en défenseur des travailleurs. Ses demandes à ce sujet dans les négociations s'inspireraient des dispositions du Partenariat transpacifique sur le travail et de l'accord de 2007 entériné par le Congrès américain comme partie des accords commerciaux conclus avec plusieurs pays d'Amérique centrale et du sud. La porte-parole du département du Commerce américain Emily Davis dit que les propositions américaines favorisent les travailleurs canadiens et mexicains autant que les travailleurs américains.

« Le président Trump étant un des plus grands supporters des travailleurs, les États-Unis ont présenté une proposition détaillée pour remplacer l'approche édentée de l'ALÉNA sur le travail par des clauses exécutoires au profit des travailleurs de toute l'Amérique, dit-elle. La défense des travailleurs par les États-Unis comprend l'obtention d'engagements de la part du Mexique et du Canada de respecter la négociation collective et d'autres normes fondamentales du monde du travail. »

Les différentes factions de l'élite dominante en Amérique du Nord prétendent être les vrais défenseurs et amis de la classe ouvrière. Il faudrait accepter de croire que la classe ouvrière n'a pas de problème et n'a pas besoin de ses propres organisations, de sa propre conception du monde et de sa propre voix puisque la contradiction qui l'oppose à l'élite impérialiste dominante aurait disparu comme par magie.

Le Partenariat transpacifique dit que les pays membres doivent adopter et faire respecter les droits

énoncés par l'Organisation mondiale du travail (OMT). Il prévoit aussi que les pays membres abolissent le travail des enfants et le travail forcé et permettent aux travailleurs de se syndiquer et de participer à la négociation collective. Il demande un salaire minimum et des normes de santé et sécurité interdisant l'entassement dans les endroits de travail, les risques d'incendie et l'exploitation abusive. « Par contre, le document ne précise pas comment ces mesures sont censées s'appliquer », fait remarquer *The Atlantic*. Ni le Partenariat transpacifique, ni les documents de l'Organisation mondiale du travail ne précisent que sans un mouvement fort et indépendant de la classe ouvrière pour faire respecter la reconnaissance et la défense des droits des travailleurs en pratique, les accords et les belles paroles des politiciens impérialistes ne valent rien.

Ces textes grandiloquents au sujet des droits des travailleurs ne sont rien de nouveau pour l'impérialisme américain. En fait, ils font partie de son arsenal pour forcer certains pays à se soumettre aux demandes des États-Unis à la demande des monopoles les plus puissants. Ils servent à saper la souveraineté et le développement indépendant des nations. Ils le font entre autres en incorporant les travailleurs de pays en développement dans un marché international de la main-d'œuvre où les travailleurs doivent se faire concurrence pour vendre leur capacité de travail et où les monopoles embauchent des travailleurs instruits sans devoir rien verser à ceux qui paient pour cette éducation.



Ces prétentions au sujet des droits des travailleurs sont absurdes puisque le but de l'ALÉNA est d'établir la Forteresse Amérique du Nord en éliminant les normes du travail dans chacun des pays concernés au nom de la « flexibilité » et de la « compétitivité ».

Les intérêts de la classe ouvrière sont diamétralement opposés à ceux des monopoles impérialistes. Ceux qui se disent des dirigeants syndicaux feraient bien d'organiser leurs membres contre l'offensive antisociale néolibérale de manière concrète et cesser d'essayer de démobiliser les luttes de résistance avec des appels à laisser les prises de décision aux monopoles mondiaux et aux gouvernements impérialistes qu'ils représentent.

La classe ouvrière a la responsabilité de faire en sorte que les résultats soient dans ses intérêts.

Elle ne doit pas aller mendier auprès de ceux qui font des profits par l'exploitation de sa capacité de travailler et espérer qu'il en sorte quelque chose de bon. La classe ouvrière peut et doit se donner un pouvoir de faire ses propres réclamations à ce qui lui appartient de droit et mettre à profit sa supériorité numérique et la force de l'organisation pour ce faire.

Quatrième ronde : sonnettes d'alarme et « pilules empoisonnées »

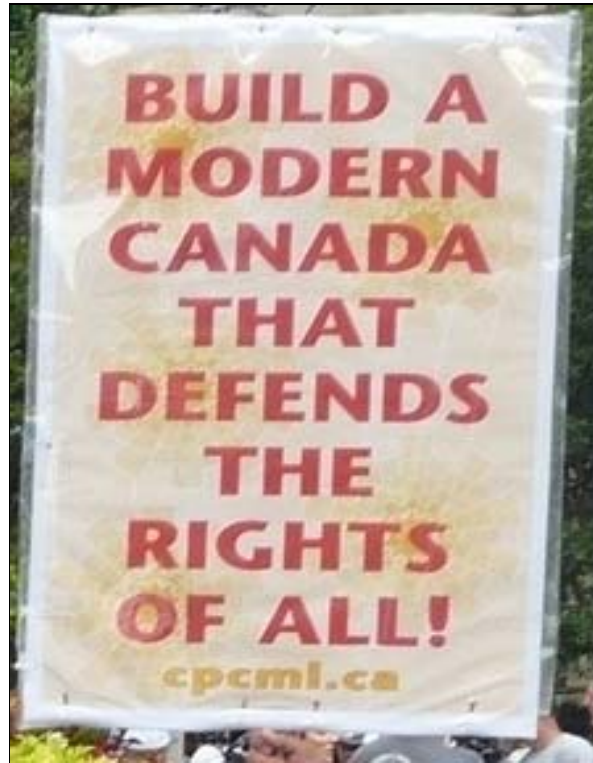
La quatrième ronde de négociation a été la scène d'une lutte factionnelle au sein de la classe dominante du Canada, des États-Unis et du Mexique. Une faction sonne l'alarme que Donald Trump est en train de mettre des « pilules empoisonnées » dans le texte présentement négocié pour tuer dans l'oeuf l'ALÉNA renégociée. Cela comprend la demande que soient changées les règles sur l'origine des automobiles, l'abolition des mécanismes de résolution de conflit (Chapitre 19) et l'ouverture du secteur de gestion de l'offre au Canada.[2]

« Je suis d'avis que l'ALÉNA devra être terminée si nous voulons de bons résultats, a dit le président américain en entrevue avec *Forbes* le 10 octobre. Sinon je ne crois pas que nous puissions négocier un bon accord. » Il a ajouté que le Partenariat transpacifique « aurait été une version grande échelle de l'ALÉNA. Cela aurait été un désastre. C'est un grand honneur que d'y avoir mis fin. Je crois que c'est un grand accomplissement et beaucoup de gens sont d'accord avec moi. C'est comme les accords bilatéraux. »

Au Canada ce discours anti-ALÉNA sert à semer l'inquiétude et à rallier les Canadiens derrière une des factions de l'élite dominante. On crée une peur irrationnelle de perdre l'ALÉNA pour empêcher les gens de penser différemment et de s'organiser derrière une alternative prosociale, un projet d'édification nationale prosocial en opposition à l'ALÉNA contrôlée par les monopoles et la Forteresse Amérique du Nord.

Le gouvernement de Justin Trudeau n'est pas différent des autres gouvernements qui se sont succédés depuis que l'ALÉNA a été conclue en 1994. Il facilite la domination américaine. Aujourd'hui il essaie de détourner l'attention du fait qu'il soumet le Canada à l'autorité américaine et à une juridiction transfrontalière. Le fait qu'avant de parler à Donald Trump le premier ministre Trudeau se soit rendu à Washington pour s'adresser au Comité des voies et moyens du Congrès américain, où l'autorité de Trump à abroger l'ALÉNA est contestée, montre à quel point le Canada est entraîné dans la lutte intestine que se livrent les monopoles et leurs représentants politiques dans la Forteresse Amérique du Nord.[3]

Les rapports que nous publions cette semaine montrent que la prétention du Canada de vouloir tracer « une ligne rouge » à ne pas traverser dans les négociations de l'ALÉNA ne sert qu'à cacher la réalité : le fait que ces négociations concernent l'intégration plus poussée du Canada dans la Forteresse Amérique du Nord. La création de corridors de différents types, le fait de laisser les États-Unis exercer leur autorité sur le territoire et sur les citoyens du Canada et l'expansion du contrôle militaire américain du Canada exposent l'imposture du gouvernement Trudeau qui prétend être le défenseur des intérêts du Canada. Ces développements montrent qu'il est important que la classe ouvrière et le peuple ne soient pas en proie aux tentatives de les entraîner dans les querelles sur l'ALÉNA, que ce soit pour la rendre « plus équitable », pour l'abolir ou la sauvegarder.



Notes

1. Le président d'Unifor Jerry Dias a dit que le Canada « fait aussi pression sur le Mexique sur la question des syndicats sanctionnés par les entreprises [...] et sur les deux pays pour qu'ils accordent à leurs travailleurs une année de congé familial payé, comme le fait le Canada ».

Le 26 septembre, Christopher Monette, porte-parole des Teamsters Canada, a dit que « les États-Unis continuent de qualifier la proposition du Canada en matière de travail de non substantielle et de non sérieuse ». Le président d'Unifor a reproché la même chose à la partie américaine en disant : « Je ne crois pas que l'équipe canadienne soit emballée [avec le texte américain] parce qu'il comporte plusieurs

lacunes. »

Le président des Teamsters International James Hoffa, de Washington, qui est membre des deux comités consultatifs auprès du représentant du Commerce des États-Unis, a dit : « J'ai vu la première ébauche de la proposition américaine concernant les droits des travailleurs et elle est inadéquate. [...] Le texte canadien, par contre, va plus loin et traite même des lois américaines sur le 'droit de travailler' qui exercent une pression à la baisse sur les salaires et entraînent donc les entreprises dans une course 'libre-échangiste' vers le bas. J'invite les négociateurs américains à travailler avec nous et avec leurs homologues canadiens pour formuler une clause du travail qui rehausse les normes et les salaires partout en Amérique du Nord. Rien de moins ne peut être le point départ de ces négociations. Il est impératif que l'accord qui va remplacer l'ALÉNA vise juste pour ce qui est des droits des travailleurs. »

Celeste Drake, spécialiste de la politique commerciale auprès de la Fédération américaine du travail et du Congrès des organismes industriels (AFL-CIO), a dit : « Ce que le Canada amène à la table semble plus répondre aux problèmes du monde réel. »

Le représentant américain Sander Levin, un démocrate du Michigan, a dit que des normes du travail supérieures semblables à ce que propose le Canada sont un prérequis pour les démocrates pour entériner une ALÉNA renégociée. « Je crois que le point de vue canadien à ce sujet est très clair et j'espère que le point de vue américain sera exactement le même, a-t-il dit. En fait, si nous n'avons pas quelque chose de semblable à cela, qui touche à la question d'une politique industrielle sur le dos des travailleurs, je ne crois pas que beaucoup de démocrates vont voter pour une ALÉNA renégociée, peu importe ce qu'elle contient dans ses autres clauses. »

2. Tom Donohue de la Chambre de commerce des États-Unis a dit : « Il y a plusieurs propositions de type pilule empoisonnée sur la table qui peuvent saborder l'accord. Toutes ces propositions sont non nécessaires et inacceptables. [...] Mesdames et messieurs, nous avons atteint un point critique. Et la Chambre n'a pas d'autre choix que de sonner l'alarme. » L'organisme a l'intention d'envoyer à l'administration Trump une lettre signée par plus de 300 chambres de commerce exprimant leur appui à l'ALÉNA.

Le spécialiste du commerce international américain Dan Ujcz, de la firme Dickinson Wright, a dit : « Je suis de plus en plus d'avis que les propositions que nous avons vues sont des pilules empoisonnées. Ce sont des propositions que ni le Canada ni le Mexique ne pourront accepter. »

Robert Zoellick, ancien président de la Banque mondiale et ex-représentant du Commerce des États-Unis dans l'administration de George W. Bush, a dit au sujet de l'insistance du Canada à inclure un Chapitre 19 dans le premier accord de libre-échange Canada-États-Unis : « Les Canadiens ont payé cher pour le faire accepter. C'est très difficile d'imaginer à mon avis qu'un gouvernement canadien puisse conclure un accord sans une disposition de type Chapitre 19. »

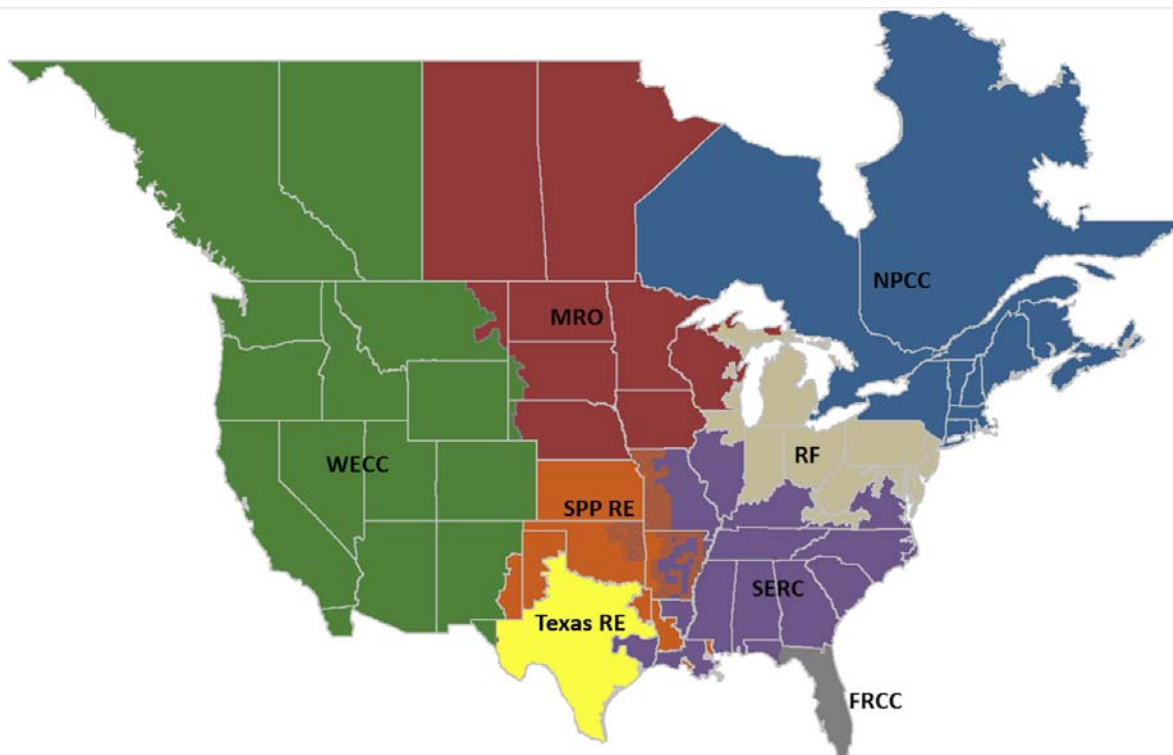
Le président d'Unifor Jerry Dias a fait écho à ce sentiment en disant : « Cela ne va nulle part. C'est clair. Les États-Unis ont des positions ridicules sur la table. Vous ne mettez ce genre de propositions sur la table que si vous ne voulez pas vraiment d'un accord. »

3. Avec le *Trade Promotion Act* (TPA) de 2015, le Congrès américain a délégué le pouvoir de négocier des accords commerciaux à l'administration Obama, mais il expire le 1er juillet 2018. Si Trump veut modifier l'ALÉNA il doit en aviser le Congrès 180 jours avant l'entrée en vigueur des changements. Tout changement unilatéral du président doit être fait avant le 1er juillet 2018 à moins que la loi ne soit révisée par le Congrès. Par ailleurs, de plus en plus de voix s'élèvent au sein de la classe dominante américaine pour exiger que le Comité des voies et moyens affirme son autorité et bloque l'annulation de l'ALÉNA.



Les audiences sur le réseau électrique n'ont pas pour objet un environnement naturel sain

- Louis Lang -



Le réseau électrique est organisé en grandes régions de l'Amérique du Nord sous les auspices de la North American Electric Reliability Corporation. ([cliquer pour élargir](#))

Le gouvernement Trudeau veut faire du Canada un acteur majeur dans le domaine de l'énergie renouvelable ou dans ce qu'on appelle l'énergie verte. Ceci est présenté comme une mesure importante pour abaisser les émissions de gaz à effets de serre du Canada. Une discussion tenue récemment par le Comité permanent des ressources naturelles, qui portait officiellement sur l'environnement naturel, a montré que ce qui est à l'ordre du jour c'est l'établissement de nouveaux corridors et de nouvelles interconnexions au Canada et entre le Canada et les États-Unis pour servir des intérêts privés et attacher le Canada encore plus aux États-Unis. Ce sont ces mêmes intérêts qui ont pris le contrôle des ressources naturelles en foulant aux pieds les droits des peuples autochtones.

L'électricité comme d'autres formes de ressources énergétiques du Canada relève de la compétence de l'ALÉNA et circule sans tarif entre le Canada et les États-Unis. En fait, les réseaux principaux de production et de transmission d'électricité du Canada ont dans l'ensemble été construits pour servir les États-Unis. Une contradiction s'est fait jour cependant, maintenant que certaines provinces canadiennes ont déjà fermé ou sont en voie de fermer leurs centrales électriques au charbon, ou dépendent fortement des combustibles fossiles pour la génération d'électricité, mais ne possèdent pas l'infrastructure requise pour importer de l'énergie hydroélectrique des provinces voisines. La raison en est que les provinces qui produisent un excédent de pouvoir hydroélectrique en exportent la plus grande partie aux États-Unis et n'ont pas en ce moment la capacité requise pour l'expédier aux provinces voisines.

Le réseau électrique principal est organisé sur une base nord-américaine et les différentes régions sont régies par la North American Electric Reliability Corporation (NERC), l'organisme international de réglementation dont la mission est de garantir « la fiabilité et la sécurité du réseau de production-transport d'électricité de l'Amérique du Nord ». En ce moment, cet arrangement ne comprend que le Canada et les États-Unis mais en janvier dernier le Mexique a signé un accord en vertu duquel il va être placé sous sa juridiction.[1]



On dit qu'une des principales questions au sujet desquelles les trois gouvernements qui négocient l'ALÉNA en ce moment sont d'accord, c'est l'importance de verrouiller dans un nouvel ALÉNA la déréglementation récente par le Mexique de son électricité et de ses autres secteurs énergétiques. On se réfère notamment au fait que le Mexique s'est exempté lui-même des articles 605 et 607 du Chapitre 6 de l'ALÉNA qui traitent de la restriction de la capacité du Canada ou des États-Unis de limiter leurs exportations d'énergie. On s'attend à ce que dans le cadre de la négociation de l'ALÉNA, le Mexique s'intègre officiellement aux articles 605 et 607 du Chapitre 6, se liant ainsi au « marché nord-américain de l'énergie », dans l'espoir d'empêcher tout gouvernement futur d'affirmer sa souveraineté en ce qui a trait à l'utilisation et à la transmission de l'énergie mexicaine.

Les preneurs de décision ne prennent pas du tout en considération la question de la souveraineté énergétique. Le fait que les États-Unis utilisent leur contrôle des ressources naturelles du Canada et du Mexique pour imposer aux autres leur volonté et leur intérêt national n'est pas soumis à la discussion. L'expansion de la transmission d'électricité aux États-Unis au nom de la réduction de la dépendance des États américains envers les combustibles fossiles sert entre autres choses à libérer les combustibles fossiles des États-Unis pour qu'ils puissent servir d'arme économique contre les autres pays et alimenter leur vaste machine de guerre qui est le plus grand émetteur de gaz à effets de serre au monde.

Les travailleurs du Canada, des États-Unis et du Mexique veulent que les liens de transport et les abondantes ressources naturelles soient utilisés à l'avantage des peuples et de l'humanité. Il n'est pas acceptable que le Canada et le Mexique soient intégrés au US Northern Command et utilisés comme une source sûre de carburant et de chair à canon dans les guerres économiques et militaires contre les pays et les peuples qui refusent de se soumettre à l'impérialisme américain. Il faut prendre une position indépendante qui affirme les droits de tous. Un point de départ c'est de demander que le Canada se retire de l'ALÉNA et que des relations soient établies sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuels.

Note

1. La compétence de la NERC couvre les États-Unis, le Canada et la portion nord de Baja California, au Mexique. Ses régions sont :

Florida Reliability Coordinating Council (FRCC)
Midwest Reliability Organization (MRO)
Northeast Power Coordinating Council (NPCC)
ReliabilityFirst (RF)



Un nouveau poste frontalier privé est approuvé

- Margaret Villamizar -

Le 31 août, à la veille de l'ouverture du deuxième cycle de négociation officielle de l'ALÉNA au Mexique, le gouvernement Trudeau a émis un décret ministériel approuvant la construction d'un nouveau pont international privé entre Windsor (Ontario) et Détroit (Michigan), par la Detroit International Bridge Company (DIBC), propriété du milliardaire américain du transport Matty Maroun et de sa famille.

Le décret du gouvernement Trudeau donne à la Detroit International Bridge Company, qui possède l'Ambassador Bridge Company, cinq ans pour construire la nouvelle travée et pour démolir l'actuel pont Ambassador, bien que plusieurs au sein de la communauté ne croient pas qu'il démolira le pont actuel puisque la compagnie a souvent défié les ordonnances de gouvernements à tous les niveaux émises contre elle. En fait, on apprend maintenant que les permis du côté américains prévoient que le pont actuel reste en place. Le décret remet également de nouvelles terres publiques autour du pont Ambassador à l'usage des propriétaires privés américains.

On estime que 25 % de tous les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis traversent la frontière entre Windsor et Détroit sur le pont Ambassador. Selon les télégrammes de 2005 de l'ambassade des États-Unis à Ottawa et du département d'État des États-Unis publiés par Wikileaks, les deux traversées sont « sans doute les deux plus importantes infrastructures essentielles sur toute la frontière ». On appelle « infrastructure essentielle » aux États-Unis l'infrastructure considérée comme étant liée à la sécurité nationale des États-Unis et sur cette base ces infrastructures doivent être sous leur contrôle, du moins à toutes fins pratiques. Il va de soi que toute décision du gouvernement canadien concernant ce poste frontalier respectera les demandes du gouvernement des États-Unis et ne pourrait être prise par le gouvernement canadien sans la permission du premier. Le fait qu'il ait approuvé ce décret avant le début des négociations de l'ALÉNA au Mexique montre clairement que cela fait partie de ces négociations.



Malgré son importance, l'annonce a été faite sans fanfare par le gouvernement du Canada et aucun ministre n'a prévu une conférence de presse. Au lieu de cela, le député local Brian Masse, dans la circonscription où se trouve la nouvelle travée du pont Ambassador, a été informé de cette décision par un appel téléphonique provenant des médias. Le gouvernement n'a pas donné d'explication

légitime au sujet de la concession faite à l'Ambassador Bridge Company.

L'autorisation est un volte-face significatif du gouvernement. Le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario ont tenté de bloquer la construction d'un nouveau passage par la DIBC et sont censés utiliser 4,8 milliards \$ en fonds publics pour construire un autre passage, le poste frontalier Gordie Howe et une esplanade pour les douanes américaines. Le pont Gordie Howe doit être financé par l'État, mais il doit être construit et exploité dans le cadre d'un partenariat public-privé. Alors que certains dénoncent les tentatives de Trump d'exiger que le Mexique paie pour un mur le long de sa frontière septentrionale, les gouvernements fédéral et ontarien du Canada paient la facture pour l'ensemble du projet, y compris le poste douanier des États-Unis. Cela montre encore dans quelle position humiliante les gouvernements conservateur et libéral successifs ont placé le Canada et les Canadiens.

En 2012, le gouvernement libéral de l'Ontario et le gouverneur du Michigan avaient même préparé ce qu'ils appelaient une entente « inter-locale » entre le gouvernement de l'Ontario de Dalton McGuinty et le Michigan Fund pour construire le pont afin de le soustraire à la compétence de l'assemblée législative du Michigan.[1]

La DIBC, aussi récemment que le 14 septembre, a continué de s'opposer à l'approbation du passage frontalier Gordie Howe par le gouvernement fédéral des États-Unis parce que la décision a été prise de manière inappropriée et qu'elle porte atteinte à leur droit de tirer le maximum de profits de leur poste frontalier. La DIBC a intenté une poursuite similaire contre le gouvernement canadien en vertu du chapitre 11 du mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États de l'ALÉNA, bien qu'elle ait été rejetée en avril 2015 parce que le tribunal de l'ALÉNA n'avait pas compétence puisque l'affaire était entendue devant un tribunal du district de Columbia, aux États-Unis.



Le volte-face de la position du gouvernement montre que les ententes conclues dans le cadre des négociations de l'ALÉNA sur les routes commerciales stratégiques entre le Canada et les États-Unis sont conclues sans la participation, voire à l'insu, des Canadiens. Rappelons que le gouvernement Trudeau se hâte d'adopter son projet de loi C-23, *Loi relative au précontrôle de personnes et de biens au Canada et aux États-Unis*, qui servira assurément à autoriser le placement d'agents de la Sécurité intérieure des États-Unis sur le sol canadien pour dédouaner les biens et les personnes qui cherchent à traverser l'actuel pont Ambassador et l'éventuel pont

Gordie Howe, si ce n'est pas complètement abandonné. Il est fort probable qu'une partie de l'autorisation des permis pour la DIBC est liée à des transactions secrètes afin de mettre en place le plus rapidement possible un précontrôle à la frontière entre Windsor et Détroit et sur cette base remettre aux États-Unis le contrôle de l'un des postes frontaliers les plus stratégiques entre le Canada et les États-Unis.

Dans tout cela, les préoccupations des résidents qui vivent autour du pont et dans la partie ouest de Windsor et qui souffrent depuis longtemps de cancers et d'autres maladies liées à des niveaux élevés de pollution de l'air produits par les émissions de diesel de milliers de camions, ont été rejetées du revers de la main. Depuis le 11 septembre 2001, la population exige du gouvernement canadien qu'aucune expansion du pont Ambassador ne soit envisagée. Lorsque les douaniers américains ont délibérément ralenti la circulation sur le pont après les attentats du 11 septembre,

ainsi qu'après le refus du Canada de se joindre à la guerre en Irak, cela a créé un embouteillage monstre de camions jusque dans les rues de Windsor. Les résidents de ces régions ont exigé que la circulation des camions soit déplacée hors de leurs quartiers et de la ville de façon à réduire les niveaux de pollution et de circulation qu'ils doivent subir.

Le gouvernement Trudeau a effectivement abandonné les citoyens à leur sort et a même remis des tronçons de routes publiques et de quartiers à un milliardaire américain qui tentera sans doute de les faire sécuriser en tant qu'« infrastructure essentielle » par la Sécurité intérieure des États-Unis et hors de la juridiction canadienne. Le gouvernement Trudeau aime se présenter comme le champion de la consultation et de l'écoute, mais sa volte-face dans cette affaire montre qu'il s'agit d'une imposture pour cacher qui prend les décisions importantes sur ce qui se passe au Canada.

Note

1. Voir : « L'Accord de passage entre le Canada et les États-Unis pour la rivière de Détroit - Le partenariat privé-public : un scandale et une entreprise criminelle », LML no. 81, 1er juillet 2012



C-21, *Loi modifiant la Loi sur les Douanes*

- Charlie Vita -

Le 18 septembre, le Parlement a repris ses activités après les vacances d'été. Il a repris au milieu des négociations officielles sur l'ALÉNA et la priorité évidente du gouvernement à l'ouverture du Parlement a été de s'assurer que tous les arrangements exigés par les gouvernements successifs des États-Unis pour humilier et subjuguer le Canada soient en place de crainte qu'ils deviennent une « pomme de discorde » dans les relations canado-américaines et contreviennent à ce qu'il espère obtenir en retour.

Le projet de loi C-21, *Loi modifiant la Loi sur les douanes*, a été le premier projet de loi du gouvernement que les libéraux ont voulu débattre. La Loi est le résultat d'un accord signé lors de la première visite officielle du premier ministre Justin Trudeau à la Maison-Blanche sous la présidence américaine de Barack Obama. Cette entente a mené au dépôt du projet de loi C-23, *Loi relative au précontrôle de personnes et de biens au Canada et aux États-Unis*, qui étend considérablement les pouvoirs du ministre de la Sécurité publique pour poster des agents de sécurité américains dans les installations manufacturières et les ports canadiens pour faire respecter la juridiction des États-Unis ainsi que le projet de loi C-21. Les deux lois sont une combinaison de mesures qui renforcent le pouvoir et la compétence des États-Unis à exercer leurs pouvoirs de police au Canada. En particulier, le projet de loi C-21 permet aux agences de renseignement canadiennes de recevoir et de recueillir de l'information des États-Unis sur les Canadiens lorsqu'ils quittent le Canada pour se rendre aux États-Unis.[1] C'est également lié à la façon dont le Canada remettra aux États-Unis cette même information sur les citoyens américains et sur toute autre personne qui quitte le Canada vers les États-Unis. Grâce à ces arrangements, un système de contrôle des frontières nord-américaines « transparent » est en cours d'être finalisé sous le contrôle des États-Unis, dans le cadre duquel les agences frontalières canadiennes et mexicaines deviennent des appendices de la Sécurité intérieure des États-Unis et fonctionnent sur la base de leurs systèmes, réglementation et définitions.

Selon un document d'information du gouvernement publié au moment du dépôt du projet de loi C-21 : « Lorsque la loi sera adoptée, le Canada saura à quel moment et à quel endroit une personne est entrée au pays, et à partir de quel moment et de quel endroit elle a quitté le pays. ». De cette

façon, il s'agit de « remédier à cette lacune » selon laquelle le Canada n'avait pas obtenu cette information des États-Unis sur leurs propres citoyens ou sur d'autres. Cela cache délibérément pourquoi ils veulent savoir cela et quels sont les intérêts qui se dissimulent derrière cette législation.

Le projet de loi repose sur la fausse prémisse que les Canadiens, les Américains et les Mexicains menacent la Forteresse de l'Amérique du Nord et que les gouvernements des trois pays doivent renforcer leurs pouvoirs de police contre leurs propres citoyens afin de défendre la sécurité nord-américaine. Avec ce projet de loi et d'autres textes de loi, le gouvernement élimine les arrangements qui existaient selon lesquels le Canada ou le Mexique sont des pays souverains.



Aujourd'hui, les informations qui seront transmises aux États-Unis et vice-versa sont utilisées pour remplir les bases de données supervisées par les États-Unis, afin de cibler les êtres humains en fonction de leurs habitudes de voyage, de leurs antécédents, de leur âge, etc. et de présenter certains comme un « risque potentiel ». Au nom du partage de l'information et de la coopération pour la sécurité, l'État canadien travaille avec les agences de sécurité américaines pour renforcer leurs pouvoirs de police afin de cibler les êtres humains en fonction de leur identité et non d'un crime qu'ils ont commis ou qu'ils sont accusés d'avoir commis. Cela permet aux agences de sécurité de cibler les personnes sur la base de la discrimination, du harcèlement et de la persécution, et c'est inacceptable. De telles mesures ont été mises en place sous les régimes d'Obama et de Harper et elles sont maintenant appuyées par les régimes de Trudeau et de Trump. Indépendamment de quel gouvernement a supervisé ces mesures, elles sont en contradiction avec l'idée moderne que la sécurité des gens est dans l'affirmation de leurs droits.

La seule objection soulevée par les conservateurs est qu'on ne leur donne pas le crédit qui leur est dû pour avoir préparé le terrain pour ce projet de loi sous Harper et que les libéraux prennent trop de temps à faire adopter le projet de loi. Le NPD demande que le projet de loi soit remis en question en disant que ce genre de mesures n'étaient pas un problème fondamental lorsque c'était fait avec l'administration Obama mais que la situation a changé avec Trump au pouvoir. De cette façon, le principe de la souveraineté canadienne et du droit du Canada de décider de ses affaires est éliminé de la discussion et la base même du « débat » vise à masquer la nature de l'impérialisme américain et la soumission continue du Canada envers lui. Un tel « débat » n'informe pas les gens sur ce qui se passe afin qu'ils soient capables de s'unir dans l'action pour défendre leurs droits nationaux, collectifs et individuels.

La classe ouvrière du Canada et du Québec et les Premières Nations sont constituées d'êtres humains ayant des droits, le plus important étant le droit de décider des affaires qui affectent leur vie. Toute illusion que cette loi et d'autres comme elle constituent un problème uniquement à cause de la présidence de Trump vise à détourner l'attention du besoin de remettre directement en question le programme de l'impérialisme américain qui consiste à éliminer tout processus souverain de prise de décision au Canada. Ces mesures font partie intégrante des négociations sur l'ALÉNA parce qu'elles ont tout à voir avec l'établissement de la Forteresse Amérique du Nord qui soumet les plus de 450 millions de personnes du Canada, des États-Unis et du Mexique à l'autorité de l'impérialisme américain à tous les niveaux.

Les gouvernements et les députés fédéraux et provinciaux qui facilitent cette violation des droits des peuples des trois pays ou qui la dissimulent par différentes astuces sont inaptes à gouverner. Ils agissent au mépris de leurs devoirs envers leurs électeurs en tant que représentants. Ils doivent être remplacés par un mouvement politique du peuple pour une indépendance et une souveraineté véritables qui met de l'avant des politiciens et des gouvernements qui défendent le principe moderne selon lequel notre sécurité est dans la lutte pour les droits de tous.

Note

1. Les renseignements suivants doivent être partagés par les États-Unis avec le Canada et, dans certains cas, ils sont déjà partagés par le gouvernement canadien avec les États-Unis.

« *Données biographiques sur les entrées (mode terrestre)* »

« Les données biographiques comprennent le prénom, le second prénom, le nom de famille, la date de naissance, la citoyenneté ou la nationalité, le sexe, le type de document de voyage, le numéro du document et le pays de délivrance du document. En plus des données biographiques que le Canada et les États-Unis recueillent à l'heure actuelle sur les voyageurs aux points d'entrée, la date et l'heure de l'entrée, ainsi que le bureau où le voyageur est entré au pays seront échangés dans le cadre de l'Initiative sur les entrées et les sorties.

[Note du *LML*) : En autorisant la divulgation de la citoyenneté ou de la nationalité, le gouvernement canadien ouvre la porte à la transmission d'informations sur le lieu de naissance des personnes plutôt que de leur citoyenneté. Le seul but de donner cette information serait de discriminer contre eux en fonction de leur origine nationale, de leur race et de leur religion.]

« *Données biographiques sur les sorties (mode aérien)* »

« Les données biographiques comprennent le prénom, le second prénom, le nom de famille, la date de naissance, la citoyenneté ou la **nationalité** [les caractères gras sont du *LML*], le sexe, le type de document de voyage, le numéro du document et le pays de délivrance du document. En outre, les transporteurs aériens devront fournir la date, l'heure et le lieu de départ, ainsi que les renseignements sur le vol pour tous les passagers qui quittent le Canada à bord de vols internationaux. »



La Chambre des communes adopte un projet de loi de sanctions américaines

- Mira Katz -

Le 4 octobre, la Chambre des communes du Canada, avec l'appui de tous les partis, a adopté à l'unanimité le projet de loi S-226 : *Loi prévoyant la prise de mesures restrictives contre les étrangers responsables de violations graves de droits de la personne reconnus à l'échelle internationale et apportant des modifications connexes à la Loi sur les mesures économiques spéciales et à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. Son titre abrégé est Justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (la Loi Sergueï Magnitski).

La législation est une copie presque mot pour mot d'une loi américaine intitulée *Global Magnitsky Human Rights Accountability Act*, promulguée par l'ancien président des États-Unis, Barack Obama, juste avant l'entrée en fonction du président actuel.[1] Cette loi américaine est le

prolongement des pouvoirs arbitraires du président pour imposer des sanctions à tout ressortissant étranger soupçonné d'être un contrevenant aux droits de la personne ou corrompu. Le fait qu'une telle loi provienne du plus grand contrevenant au monde des droits humains montre le niveau d'avisement auquel les députés canadiens se sont abaissés en présentant leur copie conforme canadienne de cette loi comme une contribution aux droits humains internationaux. Une fois adopté au Sénat d'où il a débuté et où il sera assurément reconduit, le projet de loi recevra la sanction royale et deviendra loi.



La copie canadienne de la loi américaine prévoit « la prise de mesures restrictives contre les étrangers responsables de violations graves de droits de la personne reconnus à l'échelle internationale ». Elle modifie la *Loi sur les mesures économiques spéciales* et la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* afin d'établir une nouvelle échappatoire par laquelle le premier ministre et le Cabinet peuvent cibler les ressortissants étrangers et les Canadiens qui leur fournissent des services financiers ou autres services liés aux allégations d'actes répréhensibles de cette personne.

Elle élargit les pouvoirs arbitraires du gouvernement d'imposer des sanctions aux ressortissants étrangers et aux Canadiens qui se livrent à des transactions concernant des biens appartenant à ces personnes ou qui leur offrent des services au-delà de ce qui est actuellement

autorisé par la *Loi sur les mesures économiques spéciales* qui limite la capacité du gouvernement à imposer des sanctions dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- lorsqu'une organisation ou une association internationale à laquelle le Canada appartient fait appel à ses membres de prendre des mesures économiques contre un État étranger ; ou
- lorsqu'une grave violation de la paix et de la sécurité internationales s'est produite et risque d'entraîner une grave crise internationale.

Cela tient au fait que de plus en plus l'État canadien veut utiliser le territoire et les ressources du Canada comme une arme contre ceux que les États-Unis déclarent être leurs ennemis. En vertu de cette nouvelle loi, des sanctions économiques et une interdiction de voyager (inadmissibilité au Canada) peuvent être imposées à toute personne fichée en vertu de la Loi Sergei Magnitski, ce qui accroît la capacité des agences frontalières, policières et d'espionnage qui marchent main dans la main avec la Sécurité intérieure des États-Unis de cibler les ressortissants étrangers et les membres de leur famille ainsi que les Canadiens.

La législation reflète la loi américaine qui autorise le gouvernement à émettre des ordonnances relatives aux biens d'un ressortissant étranger désigné par le gouvernement comme « responsable ou complice de violations flagrantes des droits de l'homme internationalement reconnus contre les lanceurs d'alerte ou les défenseurs des droits de l'homme. » À l'instar des États-Unis, les ordonnances relatives à la propriété peuvent également être émises contre un ressortissant étranger qui est un représentant du gouvernement d'un État étranger et qui est responsable de, ou de se rendre complice de commettre, d'ordonner, de contrôler ou sinon de commander des « actes de corruption importants ». Des exemples de cette corruption sont tirés directement de la législation

américaine : l'expropriation d'actifs privés ou publics à des fins personnelles ; la corruption liée à des contrats gouvernementaux ou à l'extraction de ressources naturelles ; la corruption ; ou faciliter ou transférer des produits de la corruption vers des juridictions étrangères.

La Loi permet au gouvernement de s'ingérer dans la capacité des citoyens ou des entités canadiennes de fournir des services financiers ou connexes aux ressortissants étrangers énumérés dans la Loi. Elle oblige également les entreprises à vérifier si elles sont en possession ou sous le contrôle de biens ou fournissent des services assujettis à une ordonnance en vertu de la loi.

La Loi prévoit que la Chambre des communes et le Sénat, par l'entremise de comités désignés, examineront la loi et ceux recensés annuellement par cette loi et leur permettront de recommander des ajouts et des suppressions.

Qui a dit quoi ?

Après l'adoption en 3e lecture du projet de loi, Chrystia Freeland, ministre des Affaires étrangères, a déclaré à la Chambre des communes que la loi « autorisera le Canada à imposer des sanctions aux responsables de corruption importante et de violations flagrantes des droits de la personne, à leur imposer des interdictions de voyager et à leur demander des comptes. Cela permettra de veiller à ce que les instruments de politique étrangère du Canada soient efficaces et adaptés au contexte international actuel, et complétera de manière utile les ressources existantes du Canada en matière de droits de la personne et de prévention de la corruption ».

James Bezan a parlé au nom du Parti conservateur pendant le débat avant le vote de mercredi, en disant que le projet de loi « serait un autre moyen pour le gouvernement fédéral de projeter les valeurs canadiennes et de veiller à ce que le pays ne constitue pas un refuge pour des dirigeants étrangers corrompus et des individus coupables de violation des droits de la personne ». Il a souligné la portée mondiale du projet de loi, rappelant qu'il s'étend bien au-delà de la Russie. En plus de remercier Chrystia Freeland pour son appui, il a déclaré : « Je pense que nous nous en voudrions tous de ne pas remercier les membres des importantes diasporas présentes au Canada : la diaspora ukrainienne, les Russes pro-démocratie au Canada, la communauté vietnamienne, la communauté iranienne et la communauté chinoise, dont les adeptes du Falun Gong. Ils croient que l'adoption de cette loi au Canada, la Loi de Sergueï Magnitski, permettrait au gouvernement de tenir responsables les coupables de violation des droits de la personne dans leur pays d'origine. Le gouvernement veillerait à ce qu'ils ne cachent pas leur argent ou qu'ils ne fassent pas venir leur famille pour les protéger en sol canadien. Ainsi, nous ne tolérerions pas que le Canada serve de refuge. Je les remercie tous de leur appui, des pétitions qu'ils ont présentées, de leur militantisme, des séminaires qu'ils ont organisés et de leurs efforts pour faire connaître l'importance du projet de loi S-226. »



Bezan a également pointé du doigt le Venezuela. Le Canada a récemment mis en place des sanctions unilatérales contre 40 hauts fonctionnaires et représentants du gouvernement vénézuélien. Alors qu'il n'avait pas encore la Loi Magnitsky à sa disposition, le gouvernement a dû recourir à une manœuvre avec les États-Unis pour créer l'apparence qu'il appliquait des sanctions «

multilatérales » puisque la législation canadienne en vigueur en matière de sanctions, *la Loi sur les mesures économiques spéciales*, a été principalement conçue pour mettre en place des sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU. Après avoir cité ce qui est devenu la litanie des mensonges répétés par ceux qui préconisent un changement de régime au Venezuela, il a déclaré que la nouvelle loi permettrait de mettre en place des sanctions économiques et des interdictions de voyage pour « envoyer un message à Maduro et à son régime ».

M. Bezan a fait l'éloge des libéraux en disant que leurs contributions allaient aidé à « clarifié le projet de loi, renforcé les mesures et prévu plus d'outils et de mécanismes », y compris par le biais d'une disposition, « puisqu'il y a un juste équilibre et un droit de recours » pour ceux dont les noms sont ajoutés à la liste.

Linda Duncan, députée néodémocrate, a exprimé sa satisfaction que le projet de loi bénéficie de l'appui de tous les partis et a rappelé que son adoption est attendue depuis longtemps. Elle a dit que ce qui était important maintenant, c'est « qu'il faudra continuer de surveiller le gouvernement de près pour qu'il passe maintenant à l'acte ». Un autre député néodémocrate, Wayne Stetski (Kootenay-Columbia), a déclaré « Je suis fier de dire que le NPD prône depuis longtemps l'adoption de sanctions ciblées contre les auteurs de violations des droits de la personne. Il ne cesse de demander au Canada d'harmoniser son régime de sanctions avec ceux des États-Unis et de l'Union européenne et de corriger les grandes failles de ces régimes en imposant des sanctions plus rigoureuses. »

Note

1. La loi américaine autorise le président des États-Unis à imposer des interdictions d'entrée et des sanctions contre les biens de toute personne (ou entité) étrangère qui, selon les États-Unis, est impliquée dans la corruption ou impliquée dans la persécution de quelqu'un qui dénonce la corruption du gouvernement. La loi définit la corruption comme incluant « l'expropriation de biens privés ou publics à des fins personnelles, la corruption liée à des contrats gouvernementaux ou l'extraction de ressources naturelles, le chantage ou de faciliter ou de transférer des produits de la corruption vers des juridictions étrangères ».

La loi autorise « des interdictions de visa et un gel des biens américains de représentants gouvernementaux partout dans le monde qui violent les droits de l'homme, commettent ou aident à une corruption 'importante', faisant de la magouille par un fonctionnaire étranger punissable par les sanctions américaines ».

La législation américaine a été présentée par le sénateur démocrate américain Ben Cardin du Maryland, alors membre du Comité sénatorial des relations extérieures. En adoptant la loi, Cardin a déclaré : « Les États-Unis ont ajouté un outil essentiel à nos moyens diplomatiques, précisant que les contrevenants graves aux droits de l'homme et ceux qui commettent de graves actes de corruption ne peuvent échapper aux conséquences de leurs actes lorsque leur propre pays n'agit pas », a déclaré M. Cardin.



L'origine de la violence et de l'anarchie aux États-Unis

À la recherche d'un mobile pour le massacre de Las Vegas

- K.C. Adams -

Les autorités américaines et les médias semblent en proie à l'angoisse de ne pas pouvoir trouver le

mobile de la récente fusillade de masse à Las Vegas. Ils doivent identifier un mobile clair afin d'exonérer l'État américain de toute responsabilité et garder le couvert sur la source de l'anarchie, de la violence et du chaos dans toutes les sphères de l'existence aux États-Unis et dans la conduite des affaires étrangères.

Après chaque massacre dans cette succession presque continuelle d'actes de violence dans les villes américaines, un mobile ténu est attribué à l'auteur ou aux auteurs. Un mobile est censé expliquer l'acte, possiblement lui donner un sens et apporter un certain réconfort à ceux qui pleurent la perte de leurs proches dans des conditions aussi horribles. Quand une intention maléfique est identifiée, la recherche d'un mobile inspire la vengeance et pousse à demander le renforcement des pouvoirs de police. Mais quel que soit le mobile, la vie et la violence continuent comme avant parce que la loi du plus fort sanctionnée par l'État à la défense du privilège de classe et de l'édification d'empire ne permet pas d'alternative, elle ne permet pas la recherche d'une nouvelle direction ou d'un but prosocial pour l'économie et la société.



Le mobile expliquant la violence devient une excuse pratique pour ne pas enquêter les raisons pour lesquelles les États-Unis sont une société si violente, notamment en ce qui concerne les rapports entre les pouvoirs de police de l'État et les membres de la société, les personnes et les collectifs en général, et pourquoi les relations de l'État américain avec les peuples et pays étrangers sont si violentes elles aussi. La recherche d'un mobile de la violence au pays et dans les rapports avec l'étranger sert à détourner l'attention de la question évidente : comment se fait-il qu'une société qui peut produire tant ne peut pas s'occuper de ses membres, ne peut pas établir des rapports modernes et des méthodes de gouvernance qui soient en accord avec les conditions sociales modernes de la grande production industrielle ? Pourquoi est-elle continuellement en guerre avec les peuples à l'étranger et rejette-t-elle catégoriquement la résolution des problèmes par des moyens pacifiques.

« Détruire totalement la Corée du Nord ! »

Lors de son discours à l'ONU, le commandant en chef des armées des États-Unis Donald Trump a menacé de « détruire totalement la Corée du Nord ». Lors d'une réunion avec les principaux dirigeants militaires des États-Unis à la Maison-Blanche, le président a expliqué aux journalistes que cette réunion est peut-être « le calme avant la tempête », mais il a refusé de dire quelle nouvelle tempête les États-Unis s'apprêtent à déclencher. Le président appelle les forces policières à faire preuve de plus de vigueur lors d'arrestation de suspects. Son prédécesseur a déclenché la guerre des drones et envoyé les forces spéciales contre les peuples du monde en succession rapide et l'escalade se poursuit.

Lorsqu'il a entendu dire que son secrétaire d'État ouvrait des voies de communication avec la République populaire démocratique de Corée, le commandant en chef l'a publiquement réprimandé et lui a dit d'arrêter de perdre son temps. Les États-Unis ont indiqué clairement qu'ils n'avaient pas l'intention de signer un traité de paix avec la RPDC ni de retirer leurs milliers de soldats ni leurs armes de destruction massive de la péninsule coréenne et du Japon. La force fait le droit est la justification pour défendre les privilèges de classe et l'édification d'empire par la violence, l'anarchie et la guerre.

Le but de l'économie

Le but de l'économie américaine est de maximiser les profits privés pour la poignée qui possèdent et contrôlent l'économie socialisée aux dépens de la majorité. Ce but entre en contradiction violente avec la nécessité d'une économie moderne socialisée qui répond aux besoins de tous et garantit leurs droits de la naissance à la mort. Le but de maximiser les profits privés pour une poignée entre en conflit avec le but moderne d'une économie de grande production industrielle qui répond aux besoins de tous et humanise les endroits de travail et l'environnement social et naturel.

Les individus sont encouragés, voire exhortés, à pourvoir à leurs besoins chacun de son côté, ce qui est contraire à la réalité d'une économie complètement socialisée dont tous dépendent pour leur subsistance et leur existence. Ceux qui réussissent à construire un empire personnel par le droit du sang ou par le droit « naturel » se voient accorder des privilèges de classe et profitent du pouvoir de classe qui s'élève au-dessus des membres de la société. Les rapports entre les membres de la société sont déterminés par le besoin de maximiser les profits des quelques-uns au détriment de la majorité et de bâtir des empires individuels ou de groupe basés sur les privilèges de classe. Les pouvoirs de police de l'État et l'endoctrinement culturel et idéologique de masse assurent les privilèges de classe et qu'aucun autre but pour l'économie ou la société n'émerge ; ils veillent à ce que les citoyens soient privés de la conscience sociale et de l'opinion publique nécessaires pour changer la situation, et souvent cela mène à la folie ou à l'indifférence.

Quand c'est la loi du plus fort qui est invoquée pour maximiser les profits d'une poignée au détriment de la majorité, la conséquence inévitable est que la violence et l'anarchie envahissent tous les aspects de la vie. Vingt-huit jours séparent le massacre de 58 personnes à Chicago du massacre de Las Vegas, 68 jours de celui de Baltimore, 118 jours de celui de Houston — cette violence intérieure continue pendant que des navires de guerre se dirigent vers la péninsule coréenne pour des manoeuvres en octobre et en vue d'une éventuelle invasion de la RPDC. On apprend par ailleurs que des membres des forces spéciales américaines ont été tués dans des affrontements violents loin là-bas au Niger, en Afrique.

Les gens ne veulent pas entendre dire que le tireur de Las Vegas avait un mobile inconnu ou un problème psychologique pour expliquer ce massacre. Le mobile de ses actions est nourri et formé dans le cocon culturel et idéologique de l'impérialisme américain. Quelle autre source pourrait-il avoir ? Il ne tombe pas du ciel et ne surgit pas spontanément dans le cerveau. Non, le peuple veut qu'on lui parle d'une nouvelle direction pour l'économie et le pays, guidée par un motif nouveau et un but prosocial, digne de l'époque moderne et qui mettra fin à l'anarchie et à la violence au pays et à l'étranger.



Les États-Unis sont déchirés par des contradictions internes : un but et un mode de vie désuets qui reposent sur les privilèges de classe et l'édification d'empire. Et dans leur chute ils entraînent le monde entier. Le temps est venu pour la classe ouvrière des États-Unis, du Canada et du Mexique et ses alliés de se dresser contre l'impérialisme américain, de s'engager sur la grande voie de l'humanité et de déclarer avec force conviction leur détermination à construire le nouveau avec une économie moderne, dont le but est de garantir les droits et les besoins de

tous, dans une société guidée par l'amour social et les relations pacifiques entre les peuples d'Amérique du Nord et les peuples du monde entier. Il est nécessaire et urgent de mettre un terme

aux privilèges de classe et à l'édification d'empire, de retirer toutes les armées des États-Unis des pays étrangers pour que l'humanité avance et puisse résoudre les problèmes de manière pacifique.

La nécessité du changement est évidente pour tous ! Il faut rejeter l'anarchie et la violence qui protègent les privilèges de classe et l'édification d'empire. Il est temps maintenant de construire le nouveau, de donner une nouvelle direction à l'économie et au pays avec un motif moderne et un but prosocial, de garantir les droits et le bien-être de tous et de vivre en paix avec les peuples du monde !



La violence organisée de l'État et le berceau idéologique

- Ken Tanner -

Les impérialistes font tout ce qu'ils peuvent pour masquer le lien entre les actes violents de Las Vegas et la violence organisée par l'État américain au pays et à l'étranger. Ils qualifient la tuerie d'acte de violence insensée tandis que la violence que déploient chaque jour les forces militaires des États-Unis contre les peuples du monde serait sensée parce qu'elle est commise au nom de la paix et de la démocratie. De la même manière, la violence des pouvoirs de police organisée par l'État contre le peuple aux États-Unis serait sensée parce qu'elle est commise au nom de la protection de la loi et de l'ordre de l'État, à la défense du privilège de classe et de la propriété privée de l'économie socialisée.

L'État américain a déchaîné l'anarchie, la violence et le militarisme partout dans le monde par ses décennies de guerres de conquête et de domination contre les intérêts des peuples du monde, leurs droits souverains et le progrès humain. L'État américain est le plus grand producteur d'armements et le plus grand vendeur d'armes dans le monde ; il possède le plus gros inventaire d'armes de destruction massive, les plus grandes forces militaires avec plus de 1 000 bases militaires à l'étranger et ses navires qui sillonnent les mers, et il est aussi le plus grand utilisateur de ces armes dans le monde et aux États-Unis où les forces de police sont fortement militarisées.



L'État américain utilise ses armes partout dans le monde et a tué des millions de personnes depuis la Deuxième Guerre mondiale et détruit l'infrastructure et les moyens de subsistance dont les peuples dépendent pour leur bien-être et leur existence. Par la conquête et l'imposition du changement de régime, l'État américain s'empare de la valeur qui est produite par d'autres, en particulier des pays qui luttent pour réaliser leur transition de la petite production à la production industrielle moderne de masse.

Aux États-Unis, des communautés entières font face à la brutalité policière de l'État sous la forme du personnel chargé de l'application des lois qui est armé jusqu'aux dents et a le pouvoir de tuer, tout cela pour intimider le peuple. Au lieu de s'attaquer aux problèmes sociaux, politiques et

économiques qui affligent depuis longtemps l'économie et la société américaines et ses relations avec les autres à l'étranger, l'État américain déchaîne la guerre et la brutalité policière et traite tous les êtres humains au pays et à l'étranger comme des problèmes de loi et d'ordre qui gênent l'édification d'empire des États-Unis.

Aux États-Unis, l'incarcération en masse dans des prisons géantes de 2,5 millions de personnes est présentée comme une guerre nécessaire contre la drogue et pour faire en sorte que le privilège de classe maintienne son pouvoir et son monopole sur la richesse sociale produite par les travailleurs. L'impact social d'une économie dont l'objectif est le profit maximum pour une poignée aux dépens de la majorité n'est jamais remis en question. Les gens sont censés subvenir eux-mêmes à leurs besoins. Un tel diktat qui provient de l'élite qui domine une économie dont l'objectif bénéficie seulement à quelques-uns ne peut que marginaliser des millions de gens et les laisser dans le désespoir et en pousse plusieurs vers une situation de mort civile. Des activités se développent qui sont à l'extérieur du cadre du vol sanctionné légalement de ce qui appartient de droit aux producteurs véritables. Les individus qui doivent trouver le moyen de subvenir eux-mêmes à leurs besoins au sein d'une économie dont l'objectif leur nie le droit d'y participer sauf si leur temps de travail produit le profit maximum, sont criminalisés et traités avec grande brutalité.

L'État américain se consacre à la défense du statu quo pour une petite minorité privilégiée, laissant des millions de personnes supporter tout le poids d'une économie dont l'objectif n'est pas de garantir leur bien-être et qui est bouleversée régulièrement par des crises économiques. La notion du « chacun pour soi » imprègne la société américaine, laquelle a été fondée et bâtie pour défendre la propriété esclavagiste et d'autres formes de propriété privée des moyens de production dans le cadre du droit général, sanctionné par l'État, accordé à certains êtres humains d'en exploiter d'autres comme esclaves ou esclaves salariés qui doivent vendre leur capacité de travailler pour gagner leur vie.



Ceux qui contrôlent les États-Unis ont depuis le début été obsédés par leur objectif d'étendre leur richesse sociale au détriment de la majorité et d'étendre leur empire dans le monde. Ils l'ont fait tout d'abord en expropriant violemment et en volant les terres des peuples autochtones et en faisant des Africains leurs esclaves, puis en étendant leur empire graduellement dans d'autres régions de l'Amérique du Nord et au-delà jusqu'à ce qu'ils étendent la domination et le contrôle de l'empire américain partout dans le monde.

Le désordre qui est inhérent à une société aussi violente et instable a engendré une culture décadente où la personne humaine est humiliée et subit de la violence sous toutes ses formes. Une explication psychologique est donnée aux actions alors qu'elles sont causées par le fait qu'un être social vit dans un pays qui est fondé sur le vol, l'asservissement, l'exploitation, la violence et

l'édification d'empire.

La dépravation sans précédent de la culture américaine et le sens du désespoir qui provient du privilège de classe et de l'édification d'empire sanctionnés par l'État ont laissé des millions de gens aux prises avec non seulement l'anxiété physique qui vient d'avoir à subvenir à leur besoins mais avec la maladie mentale, l'anxiété et la dépendance aux drogues. Ces phénomènes sociaux ne sont

pas reconnus comme des problèmes qui sont ceux d'un être social qui vit dans une société qui sanctionne officiellement le privilège de classe, la violence de l'État, l'exploitation et la demande absurde d'avoir à subvenir soi-même à ses besoins au sein d'une économie entièrement socialisée. Au lieu de cela, ces problèmes sont identifiés comme étant principalement psychologiques, des problèmes qui proviennent d'un cerveau qui ne fonctionne pas bien ou d'événements traumatiques qui ont marqué la vie d'un individu. Les gens reçoivent des prescriptions de médicaments contre l'anxiété ou la dépression pour faire face à cette insécurité et cette incertitude quotidiennes ou ils sont criminalisés.

La base sociale de l'être social n'est jamais examinée car si elle l'était, cela menacerait le privilège de classe et l'édification d'empire. Un examen de la racine sociale de l'être social remettrait en question le fondement idéologique du privilège de classe et de l'édification d'empire selon lequel les gens sont censés subvenir eux-mêmes à leurs besoins simplement parce que c'est là le mode de vie américain depuis sa fondation par les propriétaires d'esclaves et le vol des terres autochtones. Le manque d'égard pour le bien-être des autres dans la société est l'ethos originel. Comment expliquer sans cela l'acceptation de l'esclavage et du vol continu de ce qui appartient de droit aux travailleurs salariés.

L'objectif du profit maximum pour l'infime minorité au détriment de la majorité est ce qui donne son impulsion à l'édification d'empire américaine et qui pousse inévitablement l'économie vers les crises violentes et la guerre. L'ordre social et l'idéologie de la compétition, de l'anarchie, de la violence et du militarisme sont aussi américains que la tarte aux pommes. Ils imprègnent le mode de vie américain et la pensée américaine de l'élite dominante et se répandent dans le cerveau de chacun et jusqu'au cerveau de la personne la plus dominée, intimidée et désespérée. La culture est essentiellement celle d'un chauvinisme obscène, du militarisme, de la violence et de la pornographie, de la dégradation de la personne humaine, en particulier des femmes, mise de l'avant par la violence de l'État et le contrôle idéologique au nom de la nécessité de briser toute résistance et tout mouvement qui s'organisent pour bâtir le nouveau.

L'élite dominante vante la liberté de l'individu. Cet individu cependant est pris au piège d'un berceau idéologique d'anticonscience et on ne lui permet pas de se rebeller. Les gens sont libres de chercher le bonheur, libres d'accumuler la propriété et la richesse privées, libres de crever de faim, de subvenir eux-mêmes à leurs besoins, mais ils ne sont pas libres de se rebeller, de rejeter les chaînes idéologiques de l'impérialisme américain et de s'engager dans une voie nouvelle par des actes de participation consciente, des actes de découverte de la façon de se rebeller et de s'organiser pour bâtir le nouveau.

L'absurdité du berceau idéologique et d'un être social enraciné dans le privilège de classe, l'exploitation, l'oppression, le vol, la violence et l'édification d'empire se manifeste de différentes manières. Elle se manifeste parfois de manière pathétique, parfois de manière spectaculaire ou encore de manière morbide et sombre par des appels au fer et au feu et à la destruction de tout un peuple, menant à la guerre et à d'autres gestes méprisables comme le massacre de Las Vegas. Elle se manifeste aussi dans des fantaisies religieuses, des actes de charité et des descriptions moralement élevées des souffrances du peuple et de ses rêves d'un monde meilleur. Tout cela fait



partie du même être social emprisonné dans l'anticonscience et l'idéologie de l'impérialisme américain. Ce ne sont pas des actes de gens qui luttent et organisent leurs pairs pour échapper à ce berceau idéologique et bâtir le nouveau au moyen de l'acte conscient de découvrir. Cette personne nouvelle doit se rebeller contre l'ancien dans l'ici et le maintenant, se rebeller contre la vieille idéologie en la rejetant, en s'engageant dans des actes de participation consciente pour s'organiser et bâtir le nouveau. Ces actes visent la création des conditions pour édifier une économie qui est capable d'harnacher le produit social massif de la production industrielle de masse et le faire servir à un objectif nouveau et moderne, celui de garantir les droits et le bien-être de tous, de bâtir le nouveau doté d'une constitution moderne et des formes de gouvernance qui investissent le peuple du pouvoir et rendent les dirigeants redevables, de bâtir le nouveau en rejetant la violence et les guerres de l'élite dominante et de s'organiser pour la priver de son pouvoir de priver le peuple de son droit de s'engager dans des actes conscients de participation qui bâtissent le nouveau.



Actions contre la guerre à l'occasion du 16e anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan

Mettons fin à l'occupation immédiatement! États-Unis et OTAN hors de l'Afghanistan! Canada hors de l'OTAN!



Piquet antiguerre à Vancouver le 7 octobre 2017 à l'occasion de l'invasion de l'Afghanistan menée par les États-Unis

Le 8 octobre était le 16e anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis et l'OTAN. Cette invasion et cette occupation illégales ont été initiées par les États-Unis au lendemain des attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Sans fournir aucune preuve, les impérialistes américains ont déclaré que certaines forces en Afghanistan en étaient les responsables. Utilisant ce prétexte, les États-Unis ont invoqué la soi-disant clause de défense collective de la charte de l'OTAN au nom de « la guerre au terrorisme ». La présidence d'Obama a ensuite intensifié les actions criminelles des États-Unis sous la bannière du « pivot vers l'Asie ». Elle y a augmenté ses troupes de façon massive et y a mis en oeuvre un programme de guerre par drone qui a été étendu au Pakistan, alors que l'invasion par l'OTAN créait la déstabilisation, l'anarchie et la violence. En tout, plus de 100 000 personnes ont été tuées en Afghanistan et dans la région depuis le début de l'invasion de l'OTAN.

En 2001, le gouvernement libéral de Jean Chrétien a immédiatement engagé le Canada dans des opérations de combat, non seulement en acceptant le prétexte donné par les États-Unis pour l'invasion, mais en attribuant à sa propre participation un impératif moral humanitaire frauduleux pour justifier les crimes de guerre au nom de la « défense, de la diplomatie et du développement ». Au nom du « développement » ont été mis de l'avant toutes sortes de grands idéaux comme la défense des droits des femmes et des filles afghanes. Malgré l'expression massive de sentiments antiguerre des Canadiens qui ont demandé la fin de la mission et le rapatriement immédiat des troupes canadiennes, les gouvernements canadiens subséquents, avec l'appui de tous les soi-disant grands partis au Parlement, ont maintenu le rôle du Canada dans l'occupation de l'Afghanistan par l'OTAN. En 2011, le gouvernement canadien a dit que la participation du Canada dans les opérations de combat avait pris fin et que le Canada ne ferait plus que de la « formation ». Il a dit en 2015 que les troupes canadiennes avaient été retirées.

Avec l'élection en 2016 de Donald Trump à la présidence des États-Unis, le recours sans précédent au Massive Ordnance Air Blast (« la mère de toutes les bombes ») en Afghanistan le 13 avril et les menaces lancées contre les peuples du monde par Trump dans son discours aux Nations unies sont autant d'indications claires que l'Afghanistan est toujours à l'ordre du jour et que le mouvement antiguerre au Canada doit continuer de prendre position contre les États-Unis et l'intervention étrangère de l'OTAN dans ce pays.



Piquetage à Toronto le 16 avril 2017 contre le largage de la « mère de toutes les bombes » sur l'Afghanistan

Seulement dans les six premiers mois de 2017, la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan a rapporté un total de 1 662 civils tués entre le 1er janvier et le 30 juin, y compris 174 femmes dont le décès a été confirmé, et 462 blessés, ce qui représente une augmentation générale de 23 % relativement à la même période en 2016. En tout, 436 enfants ont perdu la vie et 1 141 ont été blessés.

L'Afghanistan est présentement occupée par 13 459 soldats de l'OTAN et 11 000 soldats américains. Les États-Unis se préparent à y expédier 3 000 soldats supplémentaires pour un total de 14 000 soldats américains et de près de 28 000 soldats étrangers. Le secrétaire américain à la Défense, James Mattis, et le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, se sont réunis récemment à Kaboul où ils ont affirmé l'engagement de l'OTAN envers la mission en Afghanistan et les États-Unis se mobilisent avec d'autres pays dans le but de poursuivre l'occupation par l'OTAN et l'ingérence étrangère dans ce pays.

De son côté, le Canada a déjà dit oui à la pression des États-Unis de renforcer l'OTAN par une nouvelle politique de la défense et des milliards \$ supplémentaires en dépenses militaires. Les libéraux de Justin Trudeau font aussi des efforts pour que le Canada s'affirme sur le plan international, pour qu'il soit chargé d'une mission de maintien de la paix dans le but ultime d'obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Le Canada pourrait alors mettre de l'avant des valeurs humanitaires pour paraître opposé aux visées des impérialistes américains tout en agissant de façon à consolider l'impérialisme américain. Il est loin d'être certain que les troupes canadiennes ne retourneront pas en Afghanistan. Personne ne devrait se laisser duper non plus par ce discours sur la « formation » versus les « opérations de combat ».



À l'occasion du 16e anniversaire de la guerre contre l'Afghanistan, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle tous les Canadiens à réaffirmer leur opposition de longue date à cette guerre et aux agressions, changements de régime et occupation impérialistes. Appuyons tous le peuple d'Afghanistan ! Faisons du Canada une zone pour la paix !

OTAN, hors d'Afghanistan ! Canada, hors de l'OTAN !

(Sources: Archives du LML)



**Rapatriez immédiatement toutes
les troupes américaines!**

- Voice of Revolution -



Le 6 octobre est le 16e anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis, une guerre criminelle d'agression qui a dévasté le pays et tué un nombre incalculable d'enfants, de femmes et d'hommes.

Des manifestations antiguerre se tiennent dans les grandes villes et dans plusieurs universités lors de journées d'actions nationales du 6 au 8 octobre. Les manifestants demandent qu'on mette fin à toutes les guerres des États-Unis y compris celles contre le Yémen, l'Irak et la Syrie et s'opposent à une guerre contre la Corée. Le mot d'ordre « Rapatriez immédiatement toutes les troupes américaines ! » se fait entendre. Pour contribuer à la paix et à la sécurité, il faut rapatrier les troupes et non en augmenter le nombre. C'est au peuple d'Afghanistan à décider de son gouvernement et de son avenir, pas aux États-Unis. La guerre continuelle ne fait qu'accroître la violence, l'anarchie et l'insécurité, comme l'ont montré les seize dernières années. La guerre n'a résolu aucun problème car on a besoin d'une solution politique et non militaire. Les États-Unis ont recours à la guerre et à la violence car ils refusent de moderniser la démocratie et de laisser les peuples décider de leur destinée, au pays comme à l'étranger.



New York, 7 octobre 2017

Un des principaux objectifs des manifestations est de donner une expression publique à la position antiguerre de la majorité. C'est un moyen de rejeter le financement massif du Pentagone qui est présentement débattu au Congrès et qui pourrait atteindre un 80 milliards \$ additionnel. C'est un moyen de défendre le principe que les guerres d'agression sont des crimes passibles de châtimement et que l'occupation par les États-Unis doit cesser immédiatement. C'est aussi un moyen de s'unir dans l'action et de rassembler les nombreux groupes et les forces actives. S'engager dans l'action unie est le moyen de bâtir des relations de travail et de consolider l'unité et le caractère organisé de la résistance. Consolider le mouvement antiguerre en mobilisant l'appui du public et en travaillant ensemble dans l'action est particulièrement important au moment où les États-Unis accroissent leurs plans de guerre. *Voice of Revolution* appelle les étudiants, les enseignants et toutes les personnes préoccupées par la situation à s'unir et à prendre position : « États-Unis, hors d'Afghanistan immédiatement ! » « Rapatriez immédiatement toutes les troupes américaines ! » Plusieurs saisisront aussi l'occasion pour dénoncer les menaces de guerre des États-Unis contre la République populaire démocratique de Corée. La diplomatie, notamment la conclusion d'un traité de paix et l'acceptation de la proposition coréenne d'un gel pour un gel, le gel par les Coréens de leur développement nucléaire pour le gel par les États-Unis de leurs exercices de guerre massifs, est la voie vers l'avant.



St. Paul's, 7 octobre 2017

Dans son discours aux Nations unies, Donald Trump a indiqué que les États-Unis se préparent à intensifier la guerre. Il a spécifiquement menacé la République populaire démocratique de Corée en disant que si les États-Unis étaient « forcés à se défendre ou de défendre leurs alliés, nous n'aurions d'autre choix que de détruire totalement la Corée du Nord ». Il a ensuite menacé le monde entier, disant qu'« à partir de maintenant, ce sont nos intérêts de sécurité qui vont dicter la durée et l'ampleur de nos opérations militaires et non des normes et des horaires arbitraires établis par des politiciens. J'ai aussi changé entièrement les règles d'engagement dans notre lutte contre les Talibans et d'autres groupes terroristes. » Cela signifie que les États-Unis multiplieront leurs attaques et justifieront le recours aux drones et aux Forces spéciales partout et en tout temps au nom de la lutte contre les « groupes terroristes ». La souveraineté n'est pas le droit de chaque pays de déterminer ses propres affaires, mais le « droit » des États-Unis de dicter et de décider du gouvernement de chaque pays.



Il est évident que les États-Unis planifient et préparent d'autres guerres, ce qui en soi est un crime. Cela met au premier plan la nécessité de discuter et d'organiser pour un gouvernement antiguerre. Organiser le peuple pour un gouvernement antiguerre est un objectif unificateur qui contribue directement à la revendication des peuples ici et dans le monde pour la paix. Il faut faire des États-Unis un facteur pour la paix. Tout en manifestant ensemble, saisissons l'occasion pour discuter ensemble de la nécessité d'un gouvernement antiguerre.

***États-Unis hors d'Afghanistan maintenant !
Rapatriez immédiatement toutes les troupes américaines !
Pas de guerre contre la Corée !***



Manifestation contre la guerre à Los Angeles, 7 octobre 2017

(22 septembre 2017)



Le Sénat américain adopte la Loi sur l'autorisation de la défense nationale 2018

Le 18 septembre, le Sénat américain a adopté un projet de loi d'autorisation de la défense qui demande à l'administration d'accroître sa capacité de dissuasion et de sécurité dans la région de l'Asie-Pacifique. Le projet de loi, qui s'applique à l'exercice financier de 2018, a été approuvé par un vote de 89 à 8.

La Loi d'autorisation de la défense adoptée par le Sénat stipule que le secrétaire à la Défense doit soumettre des plans dans les 30 jours qui suivent sa promulgation afin d'améliorer les capacités de dissuasion et de sécurité des États-Unis dans la région de l'Asie-Pacifique. La Loi indique que le plan devrait inclure une augmentation des ventes d'armes aux alliés dans la région et une coopération militaire élargie, des exercices et une défense intégrée avec les alliés.

La Loi demande en outre un plan de déploiement et de formation aux armes stratégiques, y compris des avions stratégiques à double capacité pouvant porter à la fois des armes conventionnelles et nucléaires, et des capacités de défense accrues en Asie-Pacifique et une présence visible d'actifs militaires américains clés dont les forces d'attaque de moyenne à longue portée.



Un ajout réaffirme l'engagement des États-Unis à déployer un système antimissile THAAD sur la péninsule coréenne et d'autres moyens de défense pour ses alliés régionaux et à déployer les moyens de dissuasion existants par l'utilisation de toutes les capacités de défense disponibles pour garantir la sécurité, y compris le parapluie nucléaire. Le plan ne comprend pas le redéploiement en Asie-Pacifique des missiles de croisière nucléaires lancés par des sous-marins, une possibilité qui avait été soulevée à un moment donné.

La Loi a également omis des demandes spécifiques liées aux sanctions contre la Corée du Nord. Les changements ont été perçus comme un reflet de l'humeur au Sénat lequel, contrairement à la Chambre des représentants, considère que la législation actuelle de sanctions contre la Corée du Nord est suffisante.

La Loi sur l'autorisation de la défense a été adoptée en juillet par la Chambre des représentants et a été peaufinée par les deux chambres du Congrès. Mais le fait d'avoir inclus dans les deux projets de loi un contenu presque similaire en ce qui a trait à la région Asie-Pacifique et les dispositions pour accroître la pression militaire contre la Corée du Nord et la Chine, suggère que les tensions risquent de s'accroître dans la région.

(Hankyoreh, 20 septembre 2017)



Porto Rico

La militarisation du secours aux victimes de l'ouragan

- *Voice of Revolution* -



Pancartes lors d'un rassemblement d'urgence en appui à Porto Rico à Philadelphie le 29 septembre 2017

La communauté portoricaine de New York et de Buffalo, de même que celle de Boston et Chicago et des gens de partout au pays ont mobilisé de l'appui aux millions de personnes laissées sans courant, sans eau potable et faisant face à une vaste dévastation à Porto Rico. C'est le peuple américain et le peuple portoricain qui mettent sur pied des pages Facebook pour donner de l'information sur les conditions dans différentes villes, rejoindre leurs familles à Porto Rico là où le manque de courant empêche les moyens de communication de fonctionner, lancer des campagnes de levées de fonds et s'organiser ensemble pour le rétablissement du pays.

Suite au passage d'Irma, qui a causé 1 milliard \$ de dommages aux maisons et aux édifices,

l'ouragan Maria, avec ses vents de 155 milles à l'heure, et un gouvernement qui n'a pas fourni l'infrastructure et la sécurité requises avant, pendant et après ces tempêtes, a créé une crise humanitaire d'envergure à Porto Rico. La plus grande partie de l'île est toujours privée de moyens de communication. Des villes entières sont isolées. Des dizaines de milliers de personnes ont dû fuir des inondations massives lorsque le barrage de Guajataca a cédé. On savait que cela allait se produire mais très peu a été fait à l'avance pour le prévenir. Ce barrage de 90 ans, comme ce fut le cas des digues de la Nouvelle-Orléans lors du passage de Katrina en 2005, n'a pas été renforcé et modernisé comme il aurait dû l'être.

Le Service national de la météo avait averti que le barrage allait bientôt céder et que cela pourrait causer des inondations immédiates « dangereuses pour la vie » des quelque 70 000 personnes qui vivent dans les environs immédiats. « C'est une situation très dangereuse », écrivait le Service. « Tous les secteurs qui sont situés près de la rivière Guatajaca doivent être évacués maintenant. Vos vies sont en danger. » Le jour suivant, des torrents d'eau ont fait irruption dans les municipalités d'Isabela et de Quebradillas après que le barrage ait cédé.

Le bris du barrage aurait pu être prévenu et il s'agit donc d'un désastre à porter au compte du gouvernement. En plus, alors que le gouvernement lance souvent des appels à l'évacuation, comme il l'a fait à Houston et à Miami, il n'a aucun plan pour garantir que les évacuations peuvent se faire. Les familles sont laissées à elles-mêmes. Si elles n'ont pas les moyens financiers d'évacuer les lieux ou les moyens techniques, elles restent sur place.

Porto Rico était particulièrement vulnérable, étant décimée par le colonialisme, surtout suite à l'imposition de la Commission de contrôle qui a réduit massivement le financement des programmes sociaux et de l'infrastructure. Elle n'a pas d'argent pour la reconstruction et est toujours sous le diktat de la Commission de contrôle qui exige que les paiements sur la dette passent avant tout. C'est aussi le gouvernement qui est responsable des conditions actuelles car le financement de l'infrastructure est insuffisant. Si Trump a finalement déclaré Porto Rico zone sinistrée, ce qui libère le financement fédéral, les ressources immédiates sont toujours en deçà du niveau requis. En fait, l'Agence fédérale des situations d'urgence (en anglais la FEMA) entrave l'aide et crée une situation où les secours qui sont arrivés ne sont pas distribués.

La même chose peut être dite des efforts de reconstruction à Houston et dans le sud de la Floride. Alors que le Pentagone a reçu un budget additionnel de 80 milliards \$, ce qui porte son budget annuel à 700 milliards \$, les fonds pour le secours et la reconstruction sont bien inférieurs à ce montant. Ici aussi, le désastre est l'oeuvre du gouvernement. Un financement entier et immédiat est requis.

En plus, les États-Unis bloquent les efforts de Cuba et du Venezuela pour apporter de l'aide. Le président du Venezuela Nicolas Maduro a promis de mettre en oeuvre un « plan spécial d'appui et de solidarité » pour Porto Rico. Le vice-ministre cubain des Affaires étrangères Rogelio Sierra a offert d'envoyer 39 médecins pour « venir en aide à notre peuple frère ». Les États-Unis refusent de permettre aux médecins de venir à Porto Rico, démontrant une fois plus son statut colonial, alors que les gens de Porto Rico veulent recevoir cet appui.

Un exercice militaire en guise de secours aux sinistrés

Un grand sujet de préoccupation est aussi le rôle des militaires dans les opérations d'urgence au Texas, en Floride et maintenant à Porto Rico. Plusieurs considèrent cette présence militaire comme une occupation plutôt que comme une aide. Des soldats armés d'armes automatiques gèrent les points de contrôle alors que les civils pourraient très bien le faire.

Toutes les branches des forces armées, l'Armée, la Marine, l'Air Force, le Corps des marines et la

Garde côtière, ont déployé des contingents importants dans la région de Houston, envoyant parfois le genre d'équipement spécialisé qui sert normalement aux opérations de combat majeures. La réponse combinée représente une mobilisation extraordinaire d'actifs militaires dans cette région inondée massivement. Elle comprend des dizaines de milliers de membres de la Garde nationale et des troupes régulières, des milliers de Humvees et d'autres véhicules militaires, des centaines d'hélicoptères, des dizaines d'avions-cargos et tout un assortiment de navires. Juste au moment où les opérations commençaient à diminuer au Texas, le Pentagone a entrepris une mobilisation similaire à grande échelle pour l'ouragan Irma puis pour Maria.

En dépit de cette mobilisation militaire massive, l'objectif principal de l'opération n'était pas de rétablir le courant et de fournir de l'eau potable aux gens affectés par les ouragans. Les militaires sont capables de rétablir le courant rapidement et de fournir l'eau et la nourriture pour qu'une petite ville puisse fonctionner. Ils pourraient le faire rapidement dans les nombreuses villes qui ont été laissées à elles-mêmes dans l'isolement à Porto Rico. Ils ne l'ont pas fait. Au lieu de cela, ce sont des points de contrôle qui ont été établis et les régions affectées sont patrouillées par des gardes armés. Lorsque le secours fédéral arrive sous forme de troupes armées de la Garde nationale patrouillant les devantures de magasins des rues inondées et qu'on a recours aux armes sur des résidents locaux au nom du « maintien de l'ordre civil », il est clair qu'on a affaire à une occupation militaire. Les gens sont traités comme s'ils étaient une menace et non des êtres humains ayant le droit à de l'eau et à un abri.

La réponse militaire à l'ouragan Harvey a commencé par des troupes de première ligne : la Garde nationale, la Garde côtière américaine et des unités du Commandement Nord des États-Unis, le NORTHCOM, la force interarmées chargée de la défense du territoire des États-Unis. Le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a mobilisé toute la Garde nationale du Texas forte de 10 000 personnes et des contingents de la garde provenant d'autres États ont aussi été mobilisés. La Garde du Texas est arrivée équipée de ses propres hélicoptères, de Humvees et d'autres véhicules tout-terrain ; la Garde côtière a fourni 46 hélicoptères et des dizaines de bateaux naviguant en eau peu profonde et le NORTHCOM a fourni 87 hélicoptères, quatre avions-cargos Hercules et 100 véhicules nautiques naviguant en eau profonde.

La U.S. Air Force a fourni des avions, dont sept avions-cargos C-17 et, chose très inhabituelle, un aéronef du système aéroporté d'alerte et de contrôle E 3 Sentry ou AWACS. Cet aéronef extrêmement sophistiqué a été conçu originellement pour superviser les opérations de combat aériennes en Europe dans le cas d'une guerre totale avec l'Union soviétique. Dans ce cas-ci, cet avion AWACS a mené des opérations de contrôle de trafic aérien et de surveillance autour de Houston, amassant des données sur les régions inondées et fournissant de la « connaissance situationnelle » aux unités militaires engagées dans le « rétablissement de l'ordre ».

La Marine quant à elle a déployé deux grands navires de surface, le *USS Kearsarge*, un navire d'assaut amphibie, et le *USS Oak Hill*, un ravitailleur héli-plateforme . « Ces navires », a rapporté la Marine, « ont des capacités en matière d'aide médicale, d'appui aux opérations maritimes civiles, de sécurité maritime, d'appui logistique expéditionnaire et de transport moyen et lourd. » Ils ont été accompagnés de plusieurs centaines de Marines du 26e corps expéditionnaire de Marines basé à Camp Lejeune en Caroline du Nord appuyés de véhicules d'assaut amphibies, d'une dizaine d'hélicoptères et d'un aéronef à rotors basculants MV-22.

Lorsque l'ouragan Irma a frappé, le Pentagone a ordonné une mobilisation similaire de troupes et d'équipement. Le *Kearsarge* et le *Oak Hill*, transportant Marines et hélicoptères, ont été redirigés de Houston vers les eaux près des côtes de Porto Rico et des Îles vierges. Cette fois-ci cependant, la Marine a déployé une flottille beaucoup plus grande, comprenant le *USS Abraham Lincoln* (le porte-avions sur lequel le président George W. Bush a prononcé sa célèbre tirade de la « mission accomplie »), le destroyer lance-missiles *USS Farragut*, le navire d'assaut amphibie *USS Iwo Jima*

et le navire de débarquement amphibie *USS New York*. Au lieu de transporter son contingent habituel d'avions de chasse, le *Abraham Lincoln* est parti de sa base de Norfolk en Virginie chargé d'hélicoptères de transport lourd ; le *Iwo Jima* et le *New York* transportaient eux aussi des hélicoptères pour des opérations de secours et de contrôle.

La présence militaire ayant pour but le « contrôle civil » et la protection de la propriété rappellent l'occupation militaire de la Nouvelle-Orléans suite à Katrina. Des camps de concentration avaient été mis en place pour les résidents, les familles avaient été séparées et forcées d'évacuer les lieux et des troupes armées avaient été utilisées pour protéger la propriété privée pendant que des familles étaient abandonnées à elles-mêmes sur leur toit. Le brigadier-général Gary Jones, le commandant de la Force interarmées de la Garde nationale de Louisiane avait dit à ce moment-là : « Cette place va ressembler à la Petite Somalie. Nous allons reprendre cette ville. Ce sera une opération de combat pour prendre le contrôle de cette ville. » Ayant reçu l'ordre de leurs officiers de confronter les pillards et de tirer pour tuer, les soldats et la police locale s'en étaient pris aux résidents de la Nouvelle-Orléans, surtout dans les secteurs principalement afro-américains. De nombreuses personnes à Porto Rico, qui est déjà une colonie des États-Unis, sont inquiètes que cette présence militaire accrue pourrait devenir permanente.

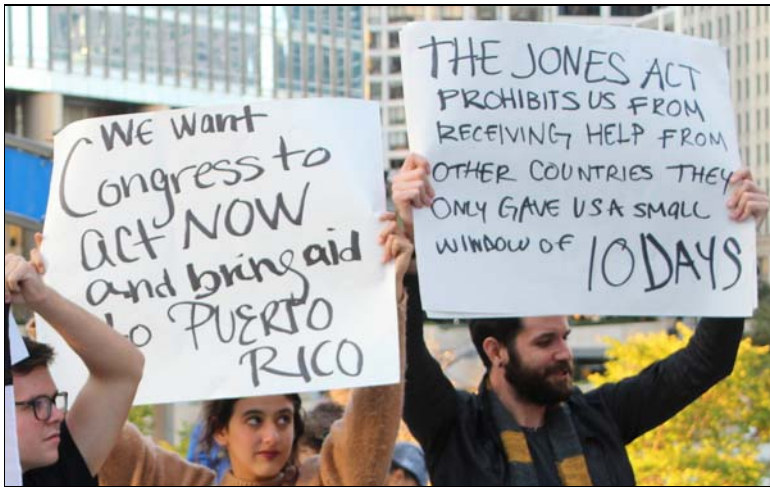
Le rétablissement de longue haleine dont ont besoin Porto Rico et tous les secteurs ravagés par l'ouragan va vraisemblablement mener à une présence militaire continue. Ce qu'il faut au contraire c'est un financement immédiat pour répondre aux besoins de la population et lui donner les ressources et le pouvoir de décider de la meilleure façon d'utiliser les fonds. Ce qu'il faut c'est défendre les droits du peuple, pas la propriété d'une petite minorité. Comme aide immédiate à Porto Rico, on devrait immédiatement annuler sa dette et faire payer le rétablissement aux financiers de Wall Street qui ont imposé cette dette et en ont bénéficié.

Rassemblements d'urgence en appui à Porto Rico



New York, 28 septembre 2017





Chicago, 30 septembre 2017



San Francisco, 3 octobre 2017



Los Angeles



Long Beach

(Photos : International Action Center, A. Gervasi, ANSWER, E. Lopez)



Les États-Unis ont une responsabilité qu'ils n'ont pas assumée

- Digna Sánchez Jiménez -



Présentation au Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés (MNA) par Digna Sánchez Jiménez, membre du Comité exécutif du Mouvement indépendantiste national hostosien de Porto Rico, le 29 septembre 2017, Nations unies.

Chers membres du Bureau de coordination du MNA,

Je m'appelle Digna Sánchez Jiménez. Je suis membre du Comité exécutif du Mouvement indépendantiste national hostosien de Porto Rico (MINH). Nous sommes reconnaissants d'avoir l'occasion d'apporter ici la voix de mon peuple qui traverse une crise catastrophique qui n'est pas seulement causée par l'ouragan María ou l'ouragan Irma la semaine précédente.

L'invasion de Porto Rico par les États-Unis en 1898, avec comme prétexte la guerre hispano-américaine, a marqué le début de l'histoire de la domination colonialiste de Porto Rico par ce pays. Depuis ce début de mauvais augure, notre pays a été utilisé pour les plans du capitalisme sauvage qui n'a cherché qu'à profiter aux capitalistes de la métropole. Nous avons donc été utilisés pour divers plans qui ont détruit notre agriculture au point où nous importons 85 % de ce que nous consommons, ce qui rend notre approvisionnement alimentaire très précaire, d'autant plus que nous sommes une île.



«Commission de contrôle fiscal, esclavage colonial »

Pendant ce temps, en ce qui concerne l'économie, les États-Unis projettent l'image que leur gouvernement fédéral est bienveillant envers nous, mais en réalité, ils extraient des milliards de dollars de Porto Rico. La politique économique qu'ils ont promue dans la colonie a entraîné une situation où notre économie s'est rétrécie pendant plus d'une décennie. En conséquence, en 2016, ils ont imposé la Commission de contrôle des finances pour assurer le paiement de la dette à Wall Street et aux fonds spéculatifs. Ils ne sont pas préoccupés

par le développement futur de Porto Rico au profit des Portoricains. Les trois branches du gouvernement des États-Unis ont finalement reconnu en 2016 que Porto Rico « appartient aux, mais ne fait pas partie des États-Unis ». C'est une colonie, et malgré les mensonges, eux-mêmes ont reconnu cette réalité.

Cette Commission de contrôle des finances a refusé de faire une vérification de la dette de 70 milliards de dollars. Son seul but est le paiement des obligations dont beaucoup sont maintenant entre les mains des fonds spéculatifs. Mais une grande partie de cette dette n'était pas conforme aux exigences légales. Néanmoins, pour assurer son paiement, le Commission de contrôle des finances a imposé des mesures d'austérité qui font couler une économie locale déjà faible. Les gens ont lutté contre cette commission, mais la situation est devenue extrêmement difficile et un des résultats a été la migration massive des Portoricains principalement aux États-Unis où il y a maintenant plus de Portoricains qu'à Porto Rico !

Nous avons maintenant été frappés par les ouragans María et Irma. La dévastation est incroyable. Notre magnifique archipel est blessé et notre peuple souffre. Les États-Unis ont une responsabilité qu'ils n'ont pas assumée et le président Trump a eu l'audace de dire que Porto Rico est dévasté mais qu'il doit payer la dette. C'est seulement hier que Porto Rico a été temporairement exempté, pendant dix jours, des lois maritimes des États-Unis imposées à Porto Rico par le biais de la *Loi Jones*, qui prescrit depuis 1917 que seuls les navires construits aux États-Unis et pilotés par des équipages américains peuvent amener des marchandises à Porto Rico et en sortir des marchandises. Ces lois doivent être invalidées en permanence. Face à la crise humanitaire actuelle à Porto Rico, nous devrions être en mesure de recevoir de l'aide d'autres pays et de faire du commerce avec d'autres pays sans avoir à utiliser la flotte marchande américaine qui est la plus chère au monde.

Les États-Unis ont répondu à la critique qui leur est faite de leur lenteur à assumer leur responsabilité de fournir du secours en disant que c'était le problème des Portoricains. Ils ont maintenant assigné un général pour coordonner l'aide. Nous sommes très préoccupés par la militarisation de Porto Rico. Les forces pro-indépendance ont historiquement été persécutées et cette terreur faisait partie du scénario que les forces armées ont suivi à Porto Rico.



Nous demandons que nos amis nous aident. La solidarité est puissante. Lorsque l'ouragan Irma a frappé les petits pays des Caraïbes, des navires de Porto Rico sont allés à l'aide de nos voisins des Caraïbes avant que les gouvernements américain et européen n'apportent leur aide. Porto Rico, mon peuple, va se lever et nous comptons sur votre soutien.

Merci.



Les ouragans illustrent la force destructrice du colonialisme américain à Porto Rico

- Entrevue avec Jose E. López -



Action contre la visite du président américain Donald Trump le 3 octobre 2017 à San Juan à Porto Rico

Voici des extraits d'une entrevue menée le 12 octobre par Molly Osberg de Splinternews.com avec Jose E. López du Centre culturel portoricain de Chicago au sujet de la situation actuelle à Porto Rico et de sa relation coloniale avec les États-Unis. Lopez est le frère de l'illustre combattant pour l'indépendance portoricaine et ancien prisonnier politique Oscar Lopez Rivera et est lui aussi un activiste du mouvement portoricain pour l'indépendance.

Molly Osberg : Quels étaient certaines des principales préoccupations du mouvement avant que Maria ne frappe ?

Jose E. Lopez : Ce que nous -- le secteur radical de la communauté portoricaine si je puis dire -- faisons à Porto Rico était surtout beaucoup de travail contre la commission de contrôle et contre l'imposition de la Loi PROMESA [qui a restructuré la dette de Porto Rico sous l'administration Obama]. Quant à la communauté aux États-Unis, depuis plusieurs années nous travaillons sur le lien entre la situation coloniale des Portoricains et la marginalisation des Portoricains aux États-Unis. Je peux parler plus spécifiquement du travail que nous accomplissons à Chicago depuis cinquante ans, qui nous a permis de créer une série d'institutions parallèles qui servent les besoins de notre communauté.

Cela comprend la question du logement, de l'éducation, de la santé et de l'emploi — toutes ces choses qui sont reléguées aux oubliettes quand vous n'êtes pas considéré comme une partie intégrante de la société et n'êtes pas autorisé à y participer pleinement comme citoyen à part entière.

L'ouragan en tant que phénomène naturel a permis de lever le voile sur les causes essentiellement non naturelles de la situation à Porto Rico.

L'ouragan Maria et son impact sur l'île doivent être considérés dans le contexte de l'entreprise coloniale des États-Unis à Porto Rico. Et de ce que cela a signifié depuis 1898 : que les Portoricains n'ont jamais pu se réaliser pleinement ni affirmer leur autodétermination. Et maintenant, si on considère le mépris du président Trump envers le peuple portoricain, la réalité coloniale est vraiment révélée au grand jour. Cette lutte a été une lutte cachée et nous avons finalement réussi à percer le mur et les gens qui n'étaient pas vraiment au courant parlent maintenant de Porto Rico et de sa relation contre nature avec les États-Unis



MO : Quelle est la relation entre le travail que vous faites à Chicago et la lutte plus large pour l'indépendance de Porto Rico ?

JEL : La plupart des gens comprennent, ou du moins ont une certaine idée de ce qu'est une colonie directe. Le colonialisme en tant que système est omniprésent dans le monde. La plupart des pays du monde ont une relation néocoloniale avec les États-Unis. Et puis il y a les colonies internes au sein même des colonies dominantes. Par exemple, si j'examine les conditions des Portoricains au sud du Bronx, des Afro-Américains dans le delta du Mississippi, des autochtones d'Amérique qui vivent dans les terres occupées du Nouveau-Mexique, il y a tant de gens qui connaissent le même manque de logements, d'éducation et de qualité de vie. Il y a quelque chose de fondamental qui ne va pas aux États-Unis en ce qui concerne leur relation avec ces peuples. Ce n'est pas seulement une question de classe ou de la relation des États-Unis avec les gens de couleur. Pour ces populations, il s'agit aussi d'une question coloniale.

MO : Comment pensez-vous que les récents événements vont affecter cette relation coloniale ?

JEL : Il est assez clair qu'un des aspects les plus importants en ce moment, en particulier pour les gens progressistes de ce pays, c'est de réaliser que Porto Rico est une colonie directe des États-Unis et qu'une grande partie du mouvement progressiste de ce pays a de plusieurs manières par le passé ignoré totalement la question de Porto Rico. Il est temps de vraiment commencer à analyser cela et de dire que 'nous avons été complices de cette entreprise coloniale, même dans la gauche'. Je crois qu'il est extrêmement difficile pour les gens, même les gens progressistes, de considérer les États-Unis comme une puissance impériale. L'histoire des États-Unis s'est développée avec en arrière-plan le déni d'une culture d'empire. Nous n'étudions jamais le mouvement et l'assassinat des autochtones en tant qu'entreprise coloniale. Nous ne considérons pas la prise de contrôle d'Hawaï par les États-Unis comme un dessein impérial. Même chose pour l'Alaska. Nous ne voyons pas, non plus, le Porto Rico dans le contexte de ce dessein impérial. Quand nous ne reconnaissons pas ce phénomène, nous avons de la difficulté à nous y attaquer.

MO : Est-ce que vous vous attendez à ce que la réponse désastreuse du gouvernement américain par rapport à l'ouragan revigore le mouvement pour l'indépendance ou en change certains aspects ?

JEL : Il existe à Porto Rico une longue histoire de résistance au pouvoir colonial des États-Unis. Elle a commencé au moment même où les États-Unis ont établi leur contrôle sur Porto Rico en 1898. Nous avons une liste de 2 000 personnes qui à travers l'histoire de Porto Rico ont été incarcérées dans ce pays en raison de leur activisme pour le mouvement d'indépendance portoricain et pour la lutte pour la justice sociale. Et si nous y ajoutons par exemple le taux d'incarcérations dans les années cinquante lorsque Porto Rico s'est soulevé contre le pouvoir colonial dans une insurrection armée, la liste va être beaucoup plus longue.

Il y a une longue histoire d'incarcérations pour des raisons politiques, une longue histoire de persécution politique, qui a été menée par le gouvernement américain, en particulier par le FBI et son programme COINTEL, qui existe depuis la fin des années cinquante. Mais, malgré tout, l'année dernière nous avons réussi à libérer mon frère, qui était le dernier prisonnier politique. Il a été emprisonné pendant 36 années de sa vie pour son activisme, pour sa défense de l'indépendance portoricaine et le travail qu'il a mené sur cette question.

Je crois que le mouvement est déjà revigoré. Les gens de Porto Rico, dont plusieurs ne voyaient pas la réalité coloniale, s'éveillent au fait que la seule chose sur laquelle ils peuvent compter présentement à Porto Rico sont les efforts du peuple portoricain lui-même.





En l'absence d'aide de la part des autorités gouvernementales, les Portoricains comptent les uns sur les autres et montrent leur résilience et leur ingéniosité.

Le président Trump parle comme si la Federal Emergency Management Agency (FEMA) était présente et avait fait de grandes choses. Comment peut-on dire cela en parlant d'une île qui vient d'être dévastée, où les gens sont très malades et où ils étaient malades avant même l'arrivée de l'ouragan, où si peu de gens ont reçu de l'aide ?

En ce moment, il y a des approvisionnements dans le port de San Juan qui n'ont toujours pas été distribués à la population. Rien n'a été mis en place pour le faire. Si au Texas et en Floride la FEMA et le gouvernement avaient un plan de comment gérer la catastrophe, ici, il n'y avait rien de tel.

MO : Selon vous, qu'est-ce qui devrait être fait d'un point de vue politique ?

JEL : Il faut éliminer la dette. C'est la première chose que nous devons revendiquer. Cette dette ne pourra jamais être remboursée et elle n'a jamais été encourue par le peuple portoricain, et elle n'a jamais été vérifiée. Nous ne savons pas exactement combien nous devons, et cette dette ne fera que remplir les coffres des fonds spéculatifs et des banquiers. Elle ne rapportera rien à Porto Rico.

Nous devons aussi venir à bout de la *Loi Jones*, qui limite les expéditions de marchandises qui se font vers Porto Rico et qui partent de Porto Rico. Porto Rico devrait pouvoir recevoir des navires, des denrées et des approvisionnements de toutes les régions du globe. En ce moment, cette législation fait en sorte que les Portoricains déboursent un excédent d'au moins 15 à 20 % sur tout produit qui est transporté par navire à Porto Rico. Nous devons aussi démanteler cette commission de contrôle. En plus, il doit y avoir un processus qui garantit l'équité pour le Porto Rico en ce qui a trait à Medicare et de Medicaid.

MO : Comment voyez-vous le développement de ce mouvement ?

JEL : Dans toutes les communautés portoricaines, il y a eu un immense effort de fait dans le travail d'organisation et cet effort doit mener à quelque chose qui va durer. C'est un engagement à rebâtir Porto Rico, rebâtir le genre d'infrastructure qui garantit un processus par lequel on investit dans l'avenir de Porto Rico. Je crois que Carmen Yulín Cruz est sans doute la seule voix qui a un impact à Porto Rico aujourd'hui — elle est devenue un symbole, une voix qui a su confronter la voix impériale des États-Unis telle que personnifiée par le président Trump. Je crois qu'elle saisit bien où le Porto Rico en est rendu et où il s'en va.

Il y a 3, 5 millions de Portoricains à Porto Rico et 5,5 millions de Portoricains dans la diaspora. Je crois que cette dernière va jouer un rôle essentiel pour l'avenir de Porto Rico, pour le

développement et la mise en oeuvre d'un ordre du jour qui va garantir qu'un nouveau Porto Rico va émerger de cette situation terrible.



Cuba

Cuba répond aux allégations non fondées des États-Unis « d'attaques » contre la santé du personnel de leur ambassade à La Havane

Le 29 septembre, le gouvernement américain a annoncé qu'il retirerait de son ambassade à La Havane « tout le personnel non urgent », en affirmant que des « attaques » avaient eu lieu contre la santé de ses fonctionnaires dans les résidences diplomatiques et des hôtels américains à Cuba fréquentés par des citoyens américains. Le même jour, Josefina Vidal, directrice générale pour les États-Unis au ministère des Affaires étrangères de Cuba, a publié la déclaration suivante en réponse à la décision des États-Unis :

« Aujourd'hui, nous avons pris connaissance d'un communiqué du Département d'État qui rapporte la décision du gouvernement des États-Unis de réduire le personnel de son ambassade à La Havane.

« Comme nous l'avons signalé le 26 septembre dernier lors d'une réunion tenue ce jour-là avec le secrétaire d'État Rex Tillerson, à l'initiative de la partie cubaine, notre ministre des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla :

« - l'a conseillé de ne pas prendre de décisions hâtives qui ne sont pas fondées sur des preuves ou des résultats concluants des enquêtes ;

« - lui a lancé l'appel d'éviter de politiser un problème de cette nature ;

« - a réitéré notre demande de coopération effective de la part des autorités américaines pour mener à bien l'enquête en cours sur les présumés incidents qui impliquent des diplomates américains à La Havane.

« Il a souligné que le gouvernement de Cuba n'a aucune responsabilité pour les actes allégués et s'acquitte rigoureusement des obligations qui lui incombent en vertu de la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques pour protéger l'intégrité physique des agents diplomatiques accrédités dans le pays et les membres de leur famille, sans exception.

« Nous pensons que la décision annoncée par le Département d'État est peu judicieuse et affectera les relations bilatérales, en particulier la coopération sur des questions d'intérêt mutuel et des échanges de nature diverse entre nos deux pays. »

Vidal a conclu en déclarant : « Je voudrais réitérer la volonté de Cuba de poursuivre activement une coopération entre les autorités de nos deux pays, afin de clarifier pleinement ces événements, ce qui exige une participation plus productive de la part des États-Unis. »

Le ministère cubain des Affaires étrangères répond

Puis, le 3 octobre, lorsque le gouvernement américain a annoncé sa décision d'ordonner le départ

de 15 fonctionnaires de l'ambassade de Cuba à Washington, le ministère des Affaires étrangères de Cuba a publié une nouvelle déclaration exprimant sa vive protestation et sa condamnation de la « décision sans fondement et inacceptable » du gouvernement américain ainsi que « le prétexte utilisé pour le justifier », se référant à l'affirmation des États-Unis selon laquelle le gouvernement cubain n'avait pas pris les mesures appropriées pour empêcher l'occurrence des incidents allégués.

La déclaration du ministère rappelle également ce que le ministre des Affaires étrangères Bruno Rodriguez a déclaré au secrétaire d'État américain Rex Tillerson lors de la réunion tenue à la demande de Cuba une semaine plus tôt, le conseillant contre toute décision hâtive non appuyée par des preuves et contre la politisation de la question, tout en appelant à la coopération effective des autorités américaines pour clarifier les faits et conclure l'enquête.

La déclaration souligne que c'était la seconde fois depuis le 23 mai 2017 que le département d'État a ordonné à deux diplomates cubains de quitter le pays, que le gouvernement des États-Unis « a réagi de façon hâtive, inappropriée et irréfléchie, sans avoir de preuves de l'occurrence des faits invoqués, pour lesquels Cuba n'a aucune responsabilité, et avant la conclusion de l'enquête qui est toujours en cours ».

Il a souligné que des membres du personnel diplomatique de Cuba ont été victimes par le passé d'attentats, ont disparu, été tués, enlevés et attaqués dans l'exercice de leurs fonctions et que Cuba a scrupuleusement respecté ses obligations en vertu de la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques concernant la protection et l'intégrité des agents diplomatiques accrédités dans le pays. Le bilan de Cuba à cet égard est « impeccable », a noté le ministère.

La déclaration indique que depuis le 17 février 2017, lorsque l'ambassade des États-Unis et le département d'État ont notifié Cuba de « l'occurrence présumée d'incidents contre certains fonctionnaires de cette mission diplomatique et de leurs proches à partir de novembre 2016, faisant valoir que cela leur a causé des blessures et d'autres troubles, les autorités cubaines ont agi avec le plus grand sérieux, professionnalisme et la plus grande promptitude pour clarifier cette situation et ont ouvert une enquête exhaustive et prioritaire selon les directives émanant du plus haut niveau gouvernemental ».

Il a ensuite décrit les mesures prises par Cuba pour traiter la plainte des États-Unis, y compris le renforcement des mesures adoptées pour protéger le personnel diplomatique américain, leurs familles et leurs résidences, l'établissement de « nouveaux canaux de communication rapides » entre l'ambassade américaine et le Département de la sécurité diplomatique, et la création d'un comité d'experts cubains composé de représentants de la loi, de médecins et de scientifiques pour effectuer une analyse complète des faits.

Cependant, en raison de l'information « tardive, morcelée et insuffisante » fournie par les États-Unis, les autorités cubaines ont dû demander des informations et des éclaircissements supplémentaires à l'ambassade des États-Unis pour mener une enquête sérieuse et approfondie. Même après que le Président Raúl Castro ait personnellement réitéré au Chargé d'Affaires de la mission diplomatique américaine combien il est important que les autorités compétentes des deux pays coopèrent et échangent davantage d'informations, les États-Unis n'ont toujours pas fourni les détails ou les descriptions nécessaires pour établir les faits ou permettre l'identification des auteurs potentiels, s'il y en a, dit-il.

La déclaration énumère les principaux obstacles identifiés par le comité d'experts cubains chargé de mener l'enquête comme l'impossibilité d'avoir un accès direct aux blessés et aux médecins qui les ont examinés ; la livraison tardive des preuves et l'insuffisance des données fournies, y compris l'absence d'informations fiables de première main et vérifiables ; et l'impossibilité d'échanger avec des experts américains qui connaissent bien ce type d'événements qui auraient présumément eu lieu

et la technologie qui aurait pu être impliquée, bien que les experts cubains aient déclaré à maintes reprises que cela était nécessaire pour faire avancer l'enquête.

La déclaration a mentionné également les progrès accomplis lorsque les États-Unis ont autorisé certains de leurs propres experts à travailler avec les Cubains pour enquêter sur ce qui aurait pu arriver :

« Seulement après que des demandes répétées ont été transmises au gouvernement américain, certains représentants des agences spécialisées de ce pays se sont enfin rendus à La Havane en juin dernier, ont rencontré leurs homologues cubains et ont exprimé leur intention de coopérer de manière plus substantielle à l'enquête sur les allégations. Ils ont de nouveau visité Cuba en août et en septembre, et pour la première fois en plus de 50 ans, ils ont été autorisés à travailler sur le terrain, ce qui leur a permis de bénéficier de toutes les facilités, y compris la possibilité d'importer du matériel, comme un signe de bonne volonté et de l'intérêt marqué du gouvernement cubain à conclure l'enquête.

« Les autorités cubaines ont hautement apprécié les trois visites effectuées par les agences spécialisées américaines qui ont reconnu le haut niveau professionnel de l'enquête initiée par Cuba et son important volet technique et scientifique, et qui a conclu à ce stade que jusqu'à présent, d'après les informations disponibles et les données fournies par les États-Unis, il n'y aurait aucune preuve de l'occurrence des incidents allégués ou des causes et de l'origine des troubles de santé rapportés par les diplomates américains et leurs proches. De même il n'a pas été possible d'identifier les auteurs potentiels ou les personnes ayant des motivations, des intentions ou des moyens de commettre ce type d'actions, et il n'a pas été possible d'établir la présence de personnes ou de moyens suspects aux endroits ou à proximité de ces endroits où ces faits ont été signalés. Les autorités cubaines ne sont pas familières avec l'équipement ou la technologie qui pourrait être utilisé à cette fin et n'ont pas d'informations indiquant leur présence dans le pays. »

Le ministère des Affaires étrangères a déclaré qu'il nie catégoriquement toute responsabilité du gouvernement cubain dans ces incidents allégués et a affirmé avec insistance que « Cuba n'a jamais perpétré d'attaques d'aucune sorte, ou ne le fera à l'avenir, contre les représentants diplomatiques ou leurs proches, sans exception. Il n'a jamais non plus permis et ne permettra jamais que son territoire soit utilisé par des tiers à cette fin. »

En conclusion, il a qualifié la décision des États-Unis d'ordonner le retrait du personnel diplomatique de l'ambassade de Cuba à Washington avant la conclusion de l'enquête et sans preuve de ce qui s'était passé comme une geste éminemment politique, car cela pourrait provoquer une escalade indésirable qui compliquerait et contribuerait encore plus à faire marche arrière dans les relations bilatérales qui avaient déjà été affectées par l'annonce, en juin dernier, de la nouvelle politique du président Donald Trump.

La déclaration s'est terminée par une réitération de la volonté de Cuba de continuer à promouvoir une coopération sérieuse et objective entre les autorités des deux pays pour clarifier les faits et conclure l'enquête en ajoutant que pour y parvenir il est essentiel de pouvoir compter sur la coopération productive des agences américaines compétentes.



Les résidents de Villa Clara rendent hommage au Che



Des milliers de personnes ont rendu hommage au Guérillero héroïque et à ses compagnons, morts au combat en Bolivie, lors d'une cérémonie où les jeunes générations ont renouvelé leur engagement

En ce matin du 8 octobre, sur la place Che Guevara de la ville de Santa Clara, 60 000 personnes, en représentation du peuple cubain, ont rendu un hommage vibrant au Guerrier héroïque et à ses compagnons, tombés au combat il y a 50 ans, le 8 octobre 1967, à La Quebrada del Churo, en Bolivie.



La cérémonie était présidée par le général d'armée Raul Castro Ruz, premier Secrétaire du Comité central du Parti et président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, qui quelques minutes avant le début de l'acte politique et culturel, accompagné d'autres membres du Bureau politique, a rendu hommage au Che et au détachement de renfort dans la crypte où reposent les restes du

guérillero et de ses compagnons.

Les paroles de Fidel, lorsqu'il annonça au peuple cubain la triste nouvelle de la mort du Che durant une veillée solennelle, ont résonné une fois de plus sur la place et bouleversé les présents.

« Si nous voulons un modèle d'homme, un modèle d'homme qui n'appartient pas à ces temps, un modèle d'homme qui appartient à l'avenir, je dis de tout mon cœur que ce modèle sans aucune tâche dans sa conduite, sans une seule tache dans son attitude, sans une seule tache dans son comportement, ce modèle, c'est le Che. Si nous voulons exprimer comment nous désirons que soient nos enfants, nous devons dire de tout notre cœur de révolutionnaires véhéments : nous voulons qu'ils soient comme le Che ! »

À cette occasion, une cinquantaine d'enfants ont fait le serment « d'être comme le Che » et ont reçu le foulard bleu, un attribut qui les confirme comme membres de l'Organisation des pionniers José Martí.

Leyanis Aguila, une élève de collège et Sara Mary Vega, de lycée, ont pris la parole au nom des jeunes générations, qui ont grandi avec l'exemple de Che et ont l'énorme responsabilité de poursuivre l'un de ses héritages les plus importants : la Révolution.



Des artistes de la province ont ponctué chaque intervention par des ballets, des chansons et des poèmes dédiés au Che.

Des membres du Bureau politique du Parti, du Secrétariat du Comité central et des vice-présidents du Conseil d'État et du Conseil des Ministres assistaient à la cérémonie, ainsi que des dirigeants du Parti, de l'État, des organisations de jeunes et de masse, des Forces armées révolutionnaires (FAR), du ministère de l'Intérieur (MININT) et autres.

Étaient également présents des proches du Che et d'autres combattants morts au combat en Bolivie, ainsi qu'une représentation des combattants de la guérilla.

L'exemple immense du Che perdure et se multiplie chaque jour

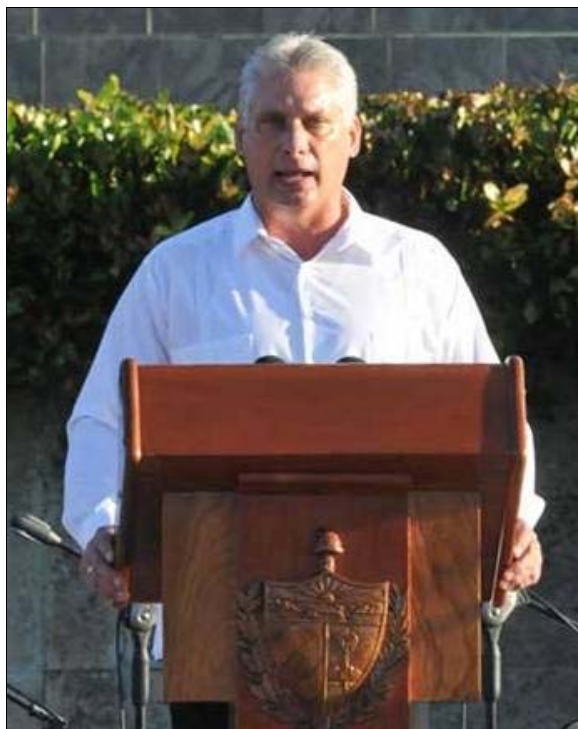
Miguel Díaz-Canel Bermúdez, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste de Cuba et premier vice-président des Conseils d'État et des ministres, a prononcé une allocution à l'occasion des commémorations à Santa Clara dans laquelle il a parlé de Che et de son héroïsme, de sa dévotion et de ses principes en tant que modèle par excellence du peuple cubain.

C'est avec une émotion profonde que nous sommes réunis sur cet espace sacré de la Patrie pour rendre hommage aux protagonistes de l'un des gestes internationalistes d'une signification extrême, exemple de lutte pour la libération des peuples soumis à l'impérialisme.

L'épopée écrite par le commandant Ernesto Guevara et son armée, peu nombreuse mais aguerrie, durant les onze mois de campagne en Bolivie bouleverse aujourd'hui les hommes et les femmes sensibles du monde entier, a déclaré le membre du Bureau politique du Parti et premier vice-président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, Miguel Díaz Canel-Bermudez.

« Parcourir les lieux où il s'est débattu entre la vie et la mort, déterminé dans son engagement rédempteur, nous montre son altruisme, la profondeur de ses convictions, sa lignée, sa dimension révolutionnaire et internationaliste », a-t-il ajouté.

« Aujourd'hui, nous commémorons le 50e anniversaire de sa chute en combat, qui eut lieu le 8 octobre 1967. Sans se rendre, après une résistance héroïque, blessé, avec une arme inutilisable, il a fini par être capturé. Ses geôliers n'ont pas hésité face à la dignité de sa lignée révolutionnaire, et l'ont vilement assassiné, mais, l'Histoire ne garde de ces meurtriers que leur lâcheté, tandis que l'exemple immense du Che perdure et se multiplie chaque jour. »



En annonçant l'amère et douloureuse nouvelle au peuple de Cuba, Fidel a qualifié avec pertinence le Che comme le plus extraordinaire de nos compagnons de la Révolution, a rappelé Díaz-Canel.

Il unissait à ses caractéristiques personnelles des convictions et des valeurs forgées dans la lutte, qui en faisaient, sans vouloir l'idéaliser, un révolutionnaire exceptionnel, un homme spécial avec une façon très originale de faire face à la vie, a-t-il ajouté.

Fidel, Raul, Almeida, Camilo, Ramiro, d'autres compagnons de la lutte au sein de la guérilla et dans le travail, ainsi que le peuple cubain, ont apprécié et reconnu chez Ernesto sa simplicité, sa sincérité, sa camaraderie, sa disposition téméraire à toujours faire le plus difficile, son prestige en tant que chef, maître et artiste de la guerre révolutionnaire, infatigable dans son dévouement et sa volonté de lutter jusqu'à vaincre ou mourir pour la liberté des peuples, a déclaré le premier vice-président cubain dans son discours.

Le Che n'est pas mort comme le souhaitaient ses assassins, dit-il. Sa figure ne cesse de croître avec le temps alors que de nouvelles générations de Cubains, qui grandissent sous son influence et celle de son héritage, découvrent, reconnaissent et assument son paradigme de révolutionnaire. Ils s'approprient son appel constant à la consécration à l'étude, au travail et à l'accomplissement du devoir. Son modèle d'homme altruiste devient un idéal à suivre.

En tant que dirigeant et ministre, le Che a été capable d'appliquer de nouvelles méthodes de direction dans l'industrie, d'impliquer ses subordonnés par son exemple et avec un rigoureux

système de contrôle et de discipline. En outre, il a constamment favorisé la qualification des travailleurs et le perfectionnement des cadres. Il a créé des usines et il a également formé des révolutionnaires, a déclaré Diaz-Canel.

Ce fut un chercheur infatigable des vérités et des raisons pour aller de l'avant dans la construction socialiste. En plus d'être un chef et un guérillero, ce fut un penseur révolutionnaire, un humaniste, un intellectuel, qui a compris la nécessité de réfléchir à la révolution, le socialisme, la société et l'homme à Cuba, a-t-il déclaré en faisant référence au commandant Guevara.

« Il s'est impliqué dans notre Histoire en tant que héros du [débarquement] du Granma, de la Sierra [Maestra], de l'invasion [par Playa Giron] et de la bataille de Santa Clara, comme l'un de ses dirigeants les plus visionnaires et les plus prestigieux et aussi comme un chroniqueur et un spécialiste de celle-ci, car il avait compris que l'Histoire est riche en enseignements. »

Le Che nous a alertés que le présent ne pouvait pas devenir le retour du passé et que, pour construire l'avenir, nous devons rester toujours unis, a-t-il ajouté.

C'est une réalité, a-t-il poursuivi, que de nos jours le Che constitue un géant moral pour des personnes d'âges divers et pour les jeunes dans le monde, lesquels trouvent dans sa volonté de fer, dans son sens de l'honneur et de la dignité, dans l'audace et l'austérité qui l'ont caractérisé l'inspiration pour construire un monde meilleur.

« C'est pourquoi Fidel, lors de la veillée solennelle organisée à l'occasion de sa chute en combat, présenta le Che comme un véritable modèle de révolutionnaire, comme l'homme nouveau auquel nous devons aspirer. »

Ce que nous ne devons permettre en aucun cas, c'est qu'il devienne un slogan vide, une simple répétition de mots. Il doit être assumé par engagement, par inspiration, par conviction. Il faut donner un véritable contenu à l'exhortation d'être comme lui, qui nous permette d'assumer chaque défi dans la vie.

Nous avons grandi en sachant qu'il avait été assassiné, qu'il était tombé héroïquement, toujours en combat, digne et résolu face à ses geôliers, avec sa dernière pensée pour Fidel et pour ce peuple qui l'aime comme un fils et qui était dans l'incertitude de savoir où il se trouvait, tout en conservant l'espoir qu'un jour il reviendrait, a déclaré Diaz-Canel.

« Et il est revenu, après des recherches intenses, bouleversantes, réalisées par une formidable équipe de scientifiques. Ses restes ont été trouvés et ramenés dans la Patrie le 12 juillet 1997. »

Le vice-président cubain a également rappelé les paroles de la fille du Che, Aleidita et de Fidel à cette occasion, lorsque ses restes et ceux des autres guérilleros ont été inhumés sur cette Place il y a 20 ans.

Par ailleurs, a-t-il dit, nous vivons dans un monde plein de contradictions et d'incertitudes, dans une situation caractérisée par des menaces croissantes à la paix, où prévalent des intérêts puissants de domination, où on porte atteinte à la survie de l'espèce humaine, où l'ordre économique est injuste et excluant. Dans cet état de crise, le capitalisme néolibéral tente de s'implanter, en transformant les valeurs des peuples en quelque chose d'ancien et d'inutile.

Ce qui se passe en Amérique latine est un exemple de ces processus de colonisation et, dans le cas de notre pays, cela exprime l'intérêt marqué d'une reconquête politique et économique qui ouvre la porte au capitalisme brutal, a déclaré le membre du Bureau politique.

Dans la République soeur du Venezuela, des intérêts politiques tentent d'empêcher le libre exercice

de la détermination des Vénézuéliens, alors que les États-Unis appliquent des sanctions injustes. Fidèles à notre vocation internationaliste, nous renouvelons une nouvelle fois la solidarité de Cuba au peuple bolivarien et chaviste et au gouvernement dirigé par Nicolas Maduro, a-t-il déclaré.

« Ensemble, ces événements sont un exemple clair de ce que le Che avait déclaré à savoir que l'on ne peut pas faire confiance à l'impérialisme, pas même un tout petit peu, rien. »

Fidèles à son héritage et à Fidel, nous réaffirmons que Cuba ne fera aucune concession concernant sa souveraineté et son indépendance et ne négociera pas ses principes et n'acceptera pas non plus de conditions, car c'est le peuple cubain qui décide des changements, a-t-il déclaré.

Cet hommage traditionnel est effectué pour la première fois sans la présence physique de Fidel, a-t-il rappelé.

Fidel et le Che seront toujours présents car, du fait qu'ils partagent leurs idées, la connaissance approfondie des souffrances du monde, la rébellion, l'anti-impérialisme et le latino-américanisme, ils apparaissent comme de solides et inébranlables exemples pour livrer les batailles de notre temps en faveur de la souveraineté et la paix de tous les peuples du monde, l'égalité de tous les êtres humains, la justice sociale, la véritable émancipation et le socialisme, a déclaré Díaz-Canel.

Ainsi, l'héritage de leurs exemples est présent dans l'attitude de notre peuple lors du passage de l'ouragan Irma et de la phase postérieure de récupération, expression de valeurs reçues en héritage, a-t-il ajouté.

Aujourd'hui, en ce lieu, depuis cette Place et ce mémorial, un espace pour s'engager et rendre hommage à travers des résultats et un site de visite obligée pour ceux qui croient, aspirent et se battent pour un monde meilleur, nous pouvons affirmer que l'exemple peut multiplier les volontés et que l'avenir nous appartient, a-t-il affirmé.





(Granma, le 8-9 octobre 2017. Photo : Trabajadores)



Hommage à Ottawa

Au Canada, l'ambassade cubaine à Ottawa a été l'hôte d'un hommage au Che le 8 octobre qui comprenait des discours, de la musique et de la poésie et une vaste participation d'amis de Cuba d'Ottawa, de Gatineau, de Toronto et de Montréal.





(Photos : LML)

Événements

Vancouver

Charles Boylan -- Célébration de la vie

Dimanche 15 octobre -- 14 h à 16 h

Maritime Labour Centre, 1800, rue Triumph, Vancouver

Pour information, contactez Joseph Thériault au 778-846-3823

Célébration de la vie 🍁 Charles Boylan

Joignez-vous à nous pour rendre hommage à Charles Boylan et sa contribution à notre cause commune dans la création du nouveau. Nous célébrons la consécration d'une vie à la lutte pour l'émancipation des travailleurs et des peuples du monde, à l'abolition de l'injustice coloniale et à la lutte pour faire du Canada une zone pour la paix.

Dimanche 15 octobre

De 14 h à 16 h

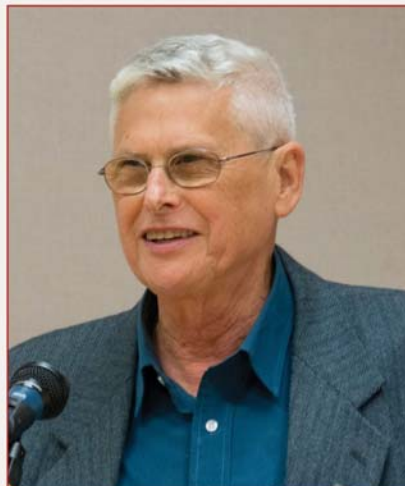
Maritime Labour Centre

1800, rue Triumph, Vancouver

Ceux qui désirent prendre la parole pourront le faire. Collation.

Pour information, contactez

Joseph Thériault au 778-846-3823



18 mars 1943 - 17 juin 2017

Ottawa

Non à l'ingérence étrangère dans les élections régionales au Venezuela

Dimanche 15 octobre - 13 h à 14 h

Ambassade des États-Unis, 490, chemin Sussex



Toronto

Respectez la souveraineté du Venezuela

Lundi 16 octobre -- 15 h 30

Devant le bureau de circonscription de la ministre Chrystia Freeland, 344, rue Bloor O.

Information: [Facebook](#)



Toronto

**Célébration du centenaire de la Grande Révolution
socialiste d'Octobre**

Samedi, 4 novembre -- 19 h

84, rue South Service (église Unitarian), Mississauga

*Pour information, pour vous joindre au comité organisateur ou pour des billets,
téléphoner à Ann au 416-996-7979 ou écrire à centenary1917@gmail.com*

**Celebration of
Centenary of the
Great October
Socialist Revolution**

**Saturday, November 4
7:00 pm**

84 South Service Road (Unitarian Church)
Mississauga

*Open mic, singing, dancing,
food, cash bar.
Join In!*

Everyone Welcome!

Tickets \$20 or \$150 for a table of 8. Children under 12 free

Organized by
Committee to Celebrate the Centenary of the
Great October Revolution

For information, to join the organizing work or to get tickets,
call Ann at 416-996-7979 or
email: centenary1917@gmail.com



**CENTENARY
GREAT OCTOBER SOCIALIST REVOLUTION**